

P 5149 B

80)

Bulletin

des

Commissions Royales
d'Art et d'Archéologie

Commission Royale

des

Monuments et des Sites

Bulletijn

der

Koninklijke Commissies
voor Kunst
en Oudheidkunde

Koninklijke Commissie

voor Monumenten

en Landschappen

LXXX^e

ANNÉE

JAAR

1941

(juillet-décembre)

(Juli - December)



EN VENTE CHEZ M. HAYEZ

Imprimeur

de l'Académie royale de Belgique

112, RUE DE LOUVAIN, à BRUXELLES

TE KOOP BIJ M. HAYEZ

Drukker

van de Koninklijke Belgische Academie

112, LEUVENSCHEN STRAAT, te BRUSSEL



Bulletin

des

Commissions Royales
d'Art et d'Archéologie

Commission Royale

des

Monuments et des Sites

Bulletijn

der

Koninklijke Commissies
voor Kunst
en Oudheidkunde

Koninklijke Commissie
voor Monumenten
en Landschappen

LXXX^e

} ANNÉE
} JAAR

} 1941

(juillet-décembre)

(Juli - December)



EN VENTE CHEZ M. HAYEZ
Imprimeur

de l'Académie royale de Belgique
112, RUE DE LOUVAIN, à BRUXELLES

TE KOOP BIJ M. HAYEZ
Drukker

van de Koninklijke Belgische Academie
112, LEUVENSCHÉ STRAAT, te BRUSSEL



NÉCROLOGIE

MONSIEUR

Louis Schoenmaekers

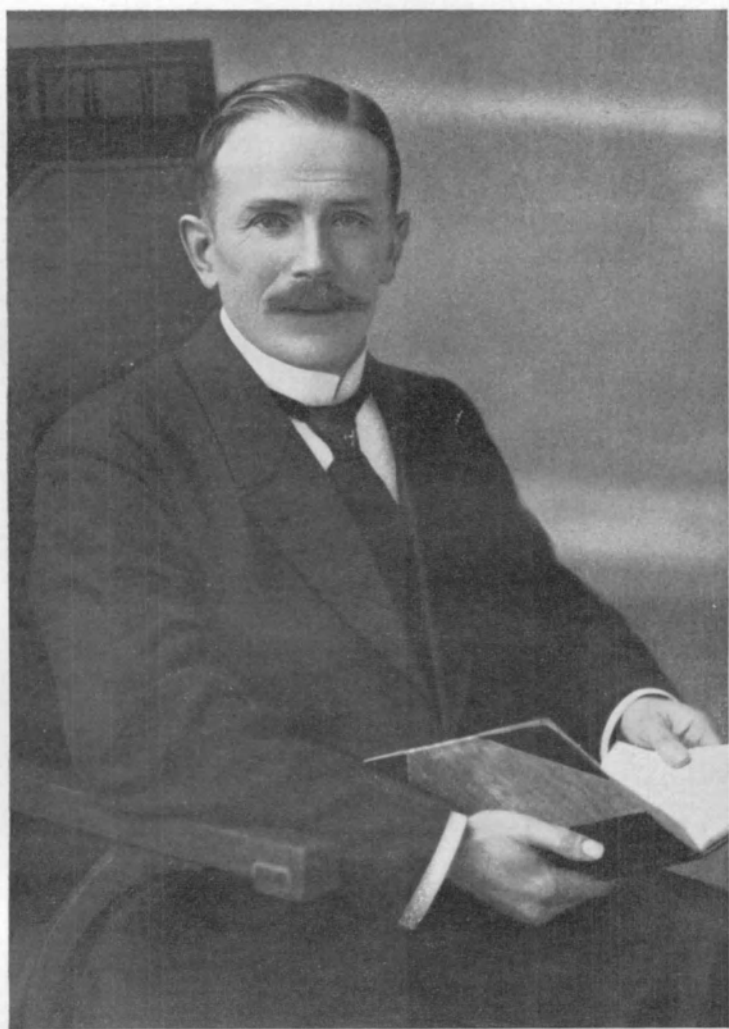
Architecte,

Ancien Echevin de la ville de Huy,
Membre effectif.

Chevalier de l'Ordre de Léopold,
Chevalier de l'Ordre de la Couronne.

décédé à Huy, le 23 mars 1941.

Avant d'aborder l'ordre du jour de la séance du 9 avril 1941, M. le Président, devant ses collègues debout, prononce l'allocution suivante :



Mes chers Collègues,

Je vous apporte une bien triste nouvelle : celle de la mort de notre cher et excellent collègue M. Louis Schoenmaekers. Eloigné depuis quelque temps déjà de nos travaux par la maladie, il s'est éteint le dimanche 23 mars 1941. Son fils, en nous annonçant sa mort, ajoutait : « Son métier, sa ville de Huy, la Commission des Monuments furent ses trois passions ».

Louis Schoenmaekers fut en effet un des membres les plus actifs et les plus dévoués de la Commission royale des Monuments et des Sites. Il en avait été nommé membre correspondant pour Liège en 1913 et membre effectif en 1931, en remplacement de M. Lohest. Mon regretté prédécesseur et moi-même, savions que nous pouvions toujours compter sur M. Schoenmaekers lorsqu'une étude approfondie devait être faite sur quelque édifice de sa province, et les rapports qu'il présentait à nos séances étaient, vous vous en souviendrez, d'une probité, d'une exactitude et d'une compétence parfaites.

Sa science n'avait d'égale que son extrême modestie, mais celle-ci n'enlevait rien, bien au contraire, à l'autorité de ses avis.

Architecte de grand talent, il a exécuté au cours de sa carrière de très importants travaux. Au point de vue qui nous intéresse plus particulièrement, je citerai notamment les travaux de restauration concernant l'église Collégiale et les églises St-Mengold et St-Pierre à Huy, la Collégiale et le cloître d'Amay, l'enceinte fortifiée de Huy, la chapelle romane de Reppe-Seilles, l'ancien couvent des Frères Mineurs à Huy, et bien d'autres, sans parler de ses nombreuses publications archéologiques.

Si le savant, le technicien et l'artiste laisseront une trace marquante dans nos travaux, le Collègue, d'un commerce charmant, par ses manières si courtoises et discrètes, laissera un très profond souvenir dans nos cœurs.

COMMISSION ROYALE DES MONUMENTS ET DES SITES

KONINKLIJKE COMMISSIE VOOR MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN

Résumé des procès-verbaux **Korte inhoud der processen-verbaal**

Séances des 25 janvier; 22 février; 8, 22 mars, 9, 26 avril; 16, 29 mai;
12, 26 juin 1941.

Zittingen van 25 Januari; 22 Februari; 8, 22 Maart; 9, 26 April; 16, 29 Mei;
12, 26 Juni 1941.

I. — EDIFICES RELIGIEUX. — KERKGEBOUWEN.

A. — Eglises. — Construction. — Restauration. Kerken. — Bouw. — Herstelling.

1^o Nivelles (Brabant). — Eglise Collégiale Ste-Gertrude : Restauration.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Commissaire Général à la restauration du pays au sujet de la restauration de l'église Collégiale de Ste-Gertrude, à Nivelles.

Bruxelles. le 26 février 1941.

M. le Commissaire Général,

Comme suite à votre lettre en date du 21 février courant, (Service B, n^o 3641), nous avons l'honneur de vous renvoyer, ci-joint, le dossier relatif à la restauration de l'église Collégiale de Ste-Gertrude, à Nivelles.

Etant donné l'urgence, celui-ci a été examiné au cours de notre dernière réunion du 22 courant. Ayant reçu les plans quelques heures seulement avant la séance, il ne nous a pas été possible malheureusement de convoquer, pour y assister, les architectes auteurs des projets de restauration.

D'autre part, vous avez bien voulu marquer tout l'intérêt que vous portez à cette importante question, en déléguant à cette réunion M. R. Verwilghen, Directeur de la Reconstruction au Commissariat Général et MM. le Prof. Leurs, conseiller général de votre département et le Prof. Chanoine R. Lemaire, conseiller provincial du Brabant, membres effectif et correspondant de notre Collège.

Après lecture du rapport très documenté de M. le Prof. Chanoine Lemaire, la discussion s'est ouverte sur les points suivants :

1° Faut-il reconstruire les voûtes aujourd'hui disparues de la haute nef et du transept ou rétablir le plafond horizontal primitif, étant donné que des indices certains de l'existence de celui-ci ont été relevés ?

D'une façon générale, la C. R. est d'avis qu'il ne faut pas modifier un état de choses résultant de l'apport des siècles dans un monument historique. Dans le cas présent, si les voûtes construites aux XV^e et XVII^e siècles subsistaient encore, il ne conviendrait pas de les supprimer. Mais, elles n'existent plus et, de plus, il a été constaté que leur poussée sur les murs gouttereaux avait occasionné des mouvements et des crevasses importantes qui avaient dû être arrêtées au moyen de forts ancrages.

Considérant cet état de choses, la C. R. ne voit aucune raison majeure de s'opposer au rétablissement du plafond horizontal qui rendra à l'édifice un des aspects de son état primitif tout en supprimant une cause certaine de mouvements dangereux pour sa stabilité.

2° Faut-il construire le plafond avec poutres-entraîts en béton armé avec fonds intermédiaires en bois ou en béton ?

Le projet qui nous est soumis prévoit des poutres en béton armé d'une section égale aux encoches des poutres en chêne retrouvées dans les murs. Les panneaux intermédiaires sont constitués en planchettes de chêne, puis d'un vide d'air recouvert par des plaques légères en béton armé destinées à protéger le bois contre l'incendie.

S'il s'avérait qu'il fut impossible, comme il nous a été déclaré, de trouver dans les circonstances actuelles, les poutres de bois de

chêne de l'équarrissage voulu, en quantité suffisante, la C. R. ne rejette pas la possibilité de recourir aux poutres en béton armé, comme il est prévu au projet.

Si l'on adopte le béton armé pour les poutres, il pourrait même être envisagé, par un souci de sincérité, d'adopter le même matériau pour les panneaux intermédiaires. Mais ici se pose une question très délicate : celle de l'acoustique; elle devrait être soumise avant toute décision à l'appréciation d'un spécialiste du béton.

3° *Toitures.* — Pour les toitures de la haute-nef, il y a lieu d'adopter la pente à 45° qui est celle des rampants du pignon roman dit de St-Pierre. Les nefs basses conserveront leur pente existante qui est plus faible.

La C. R. est d'avis que l'emploi des ardoises peut être autorisé pour des considérations locales, mais il est indispensable que les ardoises soient de forte épaisseur (au moins 0.005 m.) et de grandes dimensions (soit, au moins : 0,20 × 0,40), à poser sur crochets de cuivre.

4° *Dérochage intérieur.* — De commun accord avec le Commissariat Général, il est décidé de différer l'examen de cette question jusqu'au moment où les toitures et le plafond seront rétablis. Il sera possible, à ce moment, après essais et échantillonnage, sur place, d'en apprécier l'opportunité et l'effet.

Annexes du chœur et crypte.

L'examen du projet de restauration de ces parties de l'édifice a donné lieu aux remarques suivantes :

1° Il y a lieu de modifier la porte d'entrée extérieure de la crypte dont la construction est prévue en planchettes étroites avec pentures ornées de volutes. La porte sera construite en planches d'au moins 0,20 m. de largeur; les pentures seront de simples bandes de fer martelé et chanfreinées, fixées au moyen de clous à têtes forgées à quatre pans .

2° Les subdivisions des châssis métalliques des fenêtres auront une forme carrée plutôt que rectangulaire, comme indiqué au crayon sur le plan 54-5.

3° En ce qui concerne les confessionnaux, il ne peut être question d'entailler les murs de la crypte pour leur établissement. Ces meubles doivent rester mobiles pour pouvoir être enlevés dès que leur emploi ne sera plus justifié dans la crypte.

La C. R. estime à l'unanimité sauf une voix, celle de M. Saintenoy que, sous réserve des remarques qui précèdent, le projet dressé par MM. Van Halen, Ladrière et Brigode mérite son approbation et peut recevoir son visa.

En ce qui concerne les abords de l'édifice, M. le Directeur R. Verwilghen a bien voulu nous exposer les différentes propositions encore à l'étude pour les abords immédiats de la Collégiale et, notamment, en ce qui concerne l'opportunité de dégager complètement la façade latérale sud de l'église, vers la Place ou d'autoriser la reconstruction de petites maisons basses destinées au commerce et qui animeraient cette partie de la ville.

Nous notons avec satisfaction que cette question nous sera soumise en temps utile, comme vous nous l'avez assuré.

Veuillez agréer, ...

*
* *

2° Gent (Oost-Vlaanderen). — St-Niklaaskerk : Restauratie.

Afgevaardigden van de K. C. v. M. L. hebben op 1 Februari 1941 een bezoek gebracht aan de in uitvoering zijnde herstellingswerken aan de St-Niklaaskerk, te Gent.

Behalve werkende en briefwisselende leden waren bij dit bezoek nog aanwezig : Z. E. H. Bracq, Pastoor; leden van « Les Amis de l'Eglise St-Nicolas » en de Heer Janssens, Architect.

De K. C. welke tijdens haar eerstvolgende zitting het verslag van hare afgevaardigden onderzocht, gaat accoord aangaande de volgende punten :

1. Het huidig ingansportaal (kant Koornmarkt) zal volledig behouden worden. De borstwering zal hermaakt worden volgens het oud document (halve baluster) dat bewaard is gebleven. In den dorpel der borstwering zijn de gaten te bespeuren der doken zoodat het getal balusters (met of zonder tusschenpilasters) zal kunnen vastgesteld worden. Het profiel van den deksteen der borstwering is ook zichtbaar.

2. Al de « redents » der raamtraceeringen boven de twee vensters der zijbeuken (gevels langs de Koornmarkt) zullen doorgewerkt worden (ajours) en van glas voorzien. De afgevaardigden hebben

vastgesteld en betreuren dat deze vensters door de lamheid van hun tracé gebrek hebben aan karakter en niet overeenkomen met de teekening gemaakt door den Heer Provinciaalen Architect, en die gevoegd was aan diens verslag van 26 Maart 1938.

De vorm der volle « redents » aan de bovenste arcaturen van den herbouwdcn traptoren laat insgelijks te wenschen over.

3. De traptoren rechts van den gevel van den middenbeuk (kant Koornmarkt) verkeert in zeer bedenkelijken toestand en zal mogen afgebroken worden en heropgericht zooals het geschiedde met den traptoren links.

4° De vurst van het topeinde van den nieuwen hoekpilaster (hoek Koornmarkt en Klein Turkije) schijnt te licht.

5. De K. C. dringt nogmaals aan opdat de grondige studie, op schaal van 0,05 m. p. M., der samenraking van gevels en daken der kerk op den hoek van de Catalognestraat en de Koornmarkt, aan haar advies zou onderworpen worden, daar er nog aarzeling aangaande dit punt schijnt te bestaan.

6. De K. C. verzet zich tegen het gebruik van Balegemsche steen voor het herstellen van het timpaan der arcatuur in den top van den middengevel, alsook voor de deksteen van den puntgevel; Doorniksche steen zal gebruikt worden voor de herstelling der arcaturen, en hardsteen, gezegd « Petit Granit » voor de deksteen, kraai-bekken en fleuron van den puntgevel.

7. Het glaswerk omzet in lood, zonder schildering, lijdt aan gebrek van karakter in meestal de herstelde kerken der XIII^e en XIV^e eeuwen. Al te dikwijls wordt de teekening der loodzetting aan modellen ontleend van de Renaissance.

De besturende architect dient uitgenoodigd teekeningen van het glaswerk voor te leggen aan het advies van de K. C. Deze teekeningen, op schaal van 0,05 of 0,10 M. voor 1 M., zullen de schikking van het lood aanduiden, zoowel in de timpanen als in de vierkante paneelen.

Daarna dient een paneel in glas, genaamd « verre antique », en looden staven van 12 mm. en 15 mm., ten titel van proef uitgevoerd en voorgelegd te worden.

Het is nutteloos, uit oudheidkundige bekommering, de glaspaneelen te versterken naar de oude wijze, bij middel van roedjes aan

de buitenzijden der ramen geplaatst. Deze roedjes kunnen vervangen worden door een of twee looden staven van 15 mm. met stalen ziel (plomb armé) voor ieder paneel.

*
**

3° Orp-le-Grand (Brabant). — Eglise St-Martin : Restauration.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Commissaire Général à la Restauration du Pays au sujet de la restauration de l'église St-Martin à Orp-le-Grand.

Bruxelles, le 11 mars 1941.

M. le Commissaire Général,

Nous avons l'honneur de vous renvoyer, ci-joint, le dossier relatif à la restauration de l'église St-Martin, à Orp-le-Grand, que vous nous avez fait parvenir le 8 courant.

La C. R. a examiné attentivement ce projet au cours d'une réunion à laquelle assistaient M. le Professeur Leurs, conseiller général de votre Département et M. le Professeur Chanoine R. Lemaire, conseiller provincial du Brabant, membres effectif et correspondant de notre Collège.

Se ralliant aux conclusions du rapport très documenté de M. le Professeur Lemaire, la C. R. estime que le projet dressé par M. l'architecte Vandendael peut recevoir son visa sous la réserve de ce qui sera dit plus loin quant au niveau extérieur.

D'accord avec les délégués du Commissariat Général, il est décidé de différer l'examen de la question du dérochage intérieur de l'édifice jusqu'au moment où les travaux de restauration des maçonneries seront terminés.

Il sera possible alors, après essais et échantillonnage, d'en apprécier sur place l'opportunité et l'effet.

En ce qui concerne les abords de l'édifice du côté de la Grand' Place, la C. R. émet le vœu que l'on abaisse le niveau du sol jusqu'au niveau primitif et que l'on crée autour de l'église une esplanade qui dégagerait celle-ci.

Un projet de cet aménagement, soigneusement étudié, devra être soumis à la Commission royale.

Veuillez agréer, ...

*
**

4° Tongeren (Limburg). — Voormalige St-Antonius-Leprozerie :
Restauratie van de kapel.

De K. C. heeft aan het gemeentebestuur der stad Tongeren laten weten dat zij vernomen heeft dat de kapel van de voormalige St-Antonius-Leprozerie te Tongeren van haar privaten eigenaar zal afgekocht worden en hersteld.

Zij zou het gemeentebestuur dank weten, haar de restauratieplannen te willen voorleggen.

*
**

5° Torhout (West-Vlaanderen). — St-Pieterskerk : Opgravingen.

De K. C. heeft aan den Heer Gouverneur van West-Vlaanderen laten weten dat zij in overleg met hare corresponderende leden zeer sterk bij hem aandringt opdat de opgravingen welke onder de leiding van E. P. Meersseman in de St-Pieterskerk te Torhout worden uitgevoerd in zeer ruime mate door de openbare besturen zouden gefinancierd worden.

Het gaat hier immers om zeer belangwekkende opzoekingen die voor onze geschiedenis van groot belang kunnen zijn. Het ware dus zeer jammer indien de aangevangen opgravingen bij gebrek van geldmiddelen moesten stilgelegd worden.

Daarom veroorlooft de K. C. zich, den H. Gouverneur te verzoeken bij de Bestendige Deputatie tusschenbeide te komen opdat deze interessante werken doelmatig zouden ondersteund worden.

*
**

6° Namur. — Eglise Notre-Dame et Chapelle St-Materne :
Restauration.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Gouverneur de la province de Namur.

Bruxelles, le 20 mai 1941.

M. le Gouverneur,

Comme suite à votre lettre du 8 mai courant, 4° Division, n° 413/CE/3, nous avons l'honneur de vous faire connaître que le projet

relatif à la restauration des voûtes et des plafonnages de l'église Notre-Dame et de la façade de la chapelle St-Materne, à Namur, nous paraît susceptible de recevoir le visa.

L'obligation de soumettre à l'avis de la Commission royale des Monuments et des Sites les projets de construction et de restauration d'édifices quels qu'ils soient, prévue par les lois en vigueur et la pratique administrative, reste toujours maintenue. Lors de la création du Commissariat Général à la Restauration du Pays, il a cependant été convenu entre le Haut Fonctionnaire, Chef de ce Département, et notre Président, qu'en vue d'accélérer la procédure, lorsqu'il s'agirait de travaux de peu d'importance et consistant plutôt en travaux de réparations urgentes que de restauration, l'avis sur ces travaux pourrait être donné par le Conseiller artistique adjoint au Commissaire Provincial à la Restauration du Pays. Ces Conseillers artistiques ont d'ailleurs été désignés le plus souvent, sur la proposition de notre Président, parmi les membres effectifs ou correspondants de la C. R., afin d'assurer la liaison avec notre Collège.

*
**

**7° Bruxelles (Brabant). — Eglise de Notre-Dame du Sablon :
Affichage.**

La C. R. a appelé la bienveillante attention de l'Administration communale de Bruxelles sur le fait que des affiches notariales et autres sont placées sur la façade de l'église Notre-Dame du Sablon.

Cet édifice remarquable étant classé par Arrêté Royal du 5 mars 1936 ne devrait pas être utilisé par les afficheurs.

La C. R. a prié l'Administration communale précitée de vouloir bien donner des ordres pour que les affiches déjà apposées soient immédiatement enlevées.

*
**

Contrôle des travaux.

La C. R. a adressé la lettre suivante à MM. les Secrétaires Généraux des Ministères de la Justice et de l'Instruction Publique :

Bruxelles, le 30 mai 1941.

M. le Secrétaire Général,

A diverses reprises les Délégués de la C. R. ont pu constater que des travaux n'étaient pas exécutés conformément aux projets régulièrement approuvés.

Lorsque le mal est fait, on peut hésiter à proposer des sanctions dont l'effet serait parfois nuisible à d'autres points de vue, sans que l'art ou l'archéologie y trouvent quelque compensation.

Il est préférable d'intervenir au cours des travaux pour prévenir le mal.

Or, il n'est pas toujours possible à la C. R. de faire inspecter les travaux en cours d'exécution. On peut se demander si la C. R. ne pourrait s'assurer le concours des architectes provinciaux en vue de ce contrôle. Ceux-ci seraient mandatés pour exercer le contrôle au nom de l'Etat, à la demande de la Commission royale, en même temps qu'ils rempliraient leur mission comme délégués de la Députation permanente. Le contrôle n'exigerait aucune dépense supplémentaire pour frais de déplacements et de séjour.

Il serait entendu que l'architecte provincial pourrait, le cas échéant, accompagner la délégation ordinaire de la C. R.

Cette solution, qui éviterait des frais considérables, pourrait tout au moins être adoptée pour la durée de la guerre.

Veillez agréer, ...

*
**

8° St-Agatha-Berchem (Brabant). — Voormalige parochiekerk :
Klasseering.

Op 5 Juni 1940 werd een bezoek gebracht aan de aan hare bestemming onttrokken voormalige kerk te St-Agatha-Berchem.

Dit gebouw bestaat uit een koor met onregelmatige driezijdige koornis (dienende tot sacristie) en een schip waarvan het dak ook de zijbeuken overdekt. Ten Westen steekt een slanke rechthoekige geveltoren boven het dak van het schip uit en komt door zijn goede verhoudingen zeer aangenaam voor.

De kerk is van binnen gansch bepleisterd. Langs buiten wordt het metselwerk van het schip aan het licht onttrokken door het dak

en de zijbeuken. Deze laatste werden in 1845 gebouwd en zijn zonder eenige beteekenis. De toegang tot de dakverdieping was niet mogelijk. Het zou dus voor ons zeer moeilijk zijn ons uit te spreken over het oorspronkelijk plan en den ouderdom van het schip en van het koor. Dit laatste werd hetzij opgericht, hetzij omgebouwd in 1657.

De toren, waarschijnlijk ook het schip en wellicht zelfs een gedeelte van het koor, welke zich in een mooie landelijke omgeving bevinden, zouden dienen bewaard te blijven. Het is de eenige herinnering van het oude St-Agatha-Berchem dat de gemeente, welke in volle uitbreiding is, nog bezit. Het ware spijtig dit aandenken te doen verdwijnen.

Alvorens ons uit te spreken over de kwestie der wettelijke klassering van de oude gedeelten van het gebouw zou het gemeentebestuur :

1° eerst moeten beslissen welke juiste bestemming zij schikt te geven aan de gedeelten welke eventueel zouden bewaard blijven, want ieder ongebruikt gebouw is onvermijdelijk tot spoedig verval gedoemd;

2° een bevoegd architect gelasten, na gedeeltelijke ontpleistering, het noodige onderzoek te doen, ten einde het oorspronkelijk plan van het kerkje en het tijdperk van den bouw van ieder gedeelte vast te stellen, en te laten oordeelen welke deelen ervan beter zouden verdwijnen:

3° een ontwerp moeten doen opmaken voor de opschikking van de omgeving van het oude kerkje, welk ontwerp derwijze dient opgevat dat het rustig landelijk plekje dat het gebouw omgeeft bewaard blijve;

4° alle noodige maatregelen moeten treffen opdat, in afwachting dat het gebouw gerestaureerd wordt, het geen verdere schade zou ondergaan.

Het is te betreuren dat de Kerkfabriek geen betere zorgen heeft genomen voor de meubelen welke zich nog in het gebouw bevinden en die gezien hun staat van verwaarloozing aan steeds meerdere schade blootgesteld zijn.

Hoewel de altaren, de communiebank, de preekstoel (deze laatste had zeer goed in de nieuwe kerk kunnen geplaatst worden) geen meesterstukken zijn, ontbreken sommige gebeeldhouwde gedeelten

geen belang. De K. C. is van meening dat zoo de Kerkfabriek deze meubelen niet meer kan gebruiken, zij de toelating zou moeten aanvragen om ze te mogen vervreemden of aan het bisschoppelijk museum af te staan.

*
**

9° Namur. — Eglise St-Denis : Restauration.

La C. R. a fait connaître à M. le Gouverneur de la province de Namur que le dossier, qu'il lui a fait parvenir le 16 juin courant, au sujet de la restauration de la tour romane et de l'ameublement de l'église de St-Denis, renfermait seulement le cahier des charges et le procès-verbal d'adjudication. Architecte : M. Dickschen.

Il lui est impossible de se prononcer sur un travail de cette importance comportant des dépenses atteignant 1.200.000 fr. dans une église d'un grand intérêt architectural sans avoir sous les yeux les plans de ces travaux.

La C. R. a prié M. le Gouverneur de vouloir bien les lui faire parvenir.

*
**

10° Gent (Oost-Vlaanderen). — St-Niklaaskerk : Restauratie.

De K. C. heeft volgenden brief aan den H. Janssens, briefwisselend lid, doen geworden.

Brussel, den 1^o Juli 1941.

Waarde Collega,

Ingevolge uw schrijven van 9 Juni ll. hebben wij de eer U hierbij de plannen terug te sturen, betreffende de restauratie van het groot venster van den voorgevel, den bouw van een contrefort en het plaatsen van waterspuwers aan de St-Niklaaskerk, te Gent.

Tijdens een bezoek ter plaatse op 20 Juni ll., hebben onze afgevaardigden zich opnieuw rekenschap kunnen geven van het aanzienlijk werk dat de restauratie van dit merkwaardig gebouw uitmaakt en dat over verscheidene jaren zal moeten verdeeld worden. In dit opzicht zou men niet voldoende genoeg voorzorgen kunnen nemen, noch met genoegzame omzichtigheid handelen bij het onderzoek en de interpretatie der bestaande deelen van het

gebouw. Daartoe is het hoogst noodig dat een ontwerp van het geheel der herstelling worde opgemaakt, hetwelk de eenheid en de samenhang in de restauratie verzekert, en dat een exemplaar van dat ontwerp in het archief van ons College worde neergelegd. Wij dringen er dus op aan opdat ons zoo spoedig mogelijk een ontwerp van het geheel zou worden medegedeeld.

Wat de in-uitvoering-zijnde werken betreft en inzonderheid de drie vensters die thans worden voltooid aan den voorgevel en langs den kant der Catalognestraat, moeten wij U doen opmerken dat het tracé der tanden (redents) van de onderste arcaden van het steenen netwerk meer karakter hadden mogen bieden.

Het is te verhopien dat deze toestand zal verbeterd worden voor het groote middenvenster en dat ditmaal bij de uitvoering rekening zal worden gehouden met de door ons op de hierbijgaande plannen n^o 29 en 30 aangebrachte verbeteringen. De kleine tanden (redents) van het plan n^o 30 moeten een breedte hebben van 0 m. 085.

Wat de waterspuwers betreft is het moeilijk zich thans reenschap te geven van hunne schikking, daar de zijbeuken met een modern dak overdekt zijn, waardoor het niet mogelijk is de beste wijze te bepalen om den afvoer van het regenwater te verzekeren.

De uitvoering dezer steenen elementen dient best uitgesteld te worden totdat een volledige studie van deze belangrijke kwestie zal opgemaakt zijn. Intusschen kan de afvoer van het water verzekerd worden door voorloopige zinken buizen.

Verder is de conterfort, opgericht op den hoek van den voorgevel en den zijbeuk niet goed geslaagd. Het uiteinde van den van beneden opgaanden pilaster schijnt twijfelachtig. Niets zegt dat deze steunbeer, waarvan de zeer afgesleten details nog bestaan aan den tegenover staanden hoek van den voorgevel en welke nagemaakt werden, de oorspronkelijke conterfort is.

Eene meer grondige studie der conterforten moet gemaakt worden en in afwachting van de uitslagen dezer studie dient de uitvoering van den tegenovergestelden pilaster uitgesteld te worden.

Ten einde tot het onderzoek der conterforten en van den afvoer van het water te kunnen overgaan en een juiste opmeting van den muur van het schip te kunnen opmaken, is het noodzakelijk het dak dat de eerste travee van den zuidelijken zijbeuk overdekt, weg te nemen.

Om ons toe te laten een gestaafd oordeel uit te brengen over de

teekeningen der fragmentarische restauratie welke ons zullen worden voorgelegd. dringen wij aan op de noodzakelijkheid een kopij in ons bezit te hebben van het plan van het geheel der restauratie van het gebouw.

Terugkomend op de kwestie der glasramen, voegen wij bij dit verslag eene schets welke ten volle aan de desiderata van ons College beantwoordt. Het is noodig dat gij U door deze teekening laat leiden voor het glas-in-lood van ieder te restaureeren venster, en dat gij ons er de definitieve teekening van onderwerpt, ditmaal, vóór om het even welk begin van uitvoering. Wij betreuren het zeer sterk, dat het in de vensters van den zijgevel te plaatsen glas-in-lood uitgevoerd werd zonder onze opmerkingen af te wachten. Wij willen wel, doch zonder onze mistevredenheid te verbergen, bij uitzondering het plaatsen van bedoeld glas-in-lood laten doorgaan, ten einde geldverlies te vermijden.

Met hoogachting.

*
* *

La C. R. a émis un avis favorable sur les projets suivants :

De K. C. heeft op de hiernavolgende ontwerpen een gunstig advies uitgebracht :

11° **Compogne, commune de Bertogne (Luxembourg), église St-Martin, construction; architecte : M. Lamy.**

Au cours de l'exécution, l'auteur devra tenir compte des remarques suivantes :

a) supprimer les banquettes prévues de part et d'autre de l'escalier à l'intérieur du portail d'entrée;

b) supprimer les blochets indiqués sur les plans à la naissance des rampants des pignons,

12° **Lier (Antwerpen), H. Familiekirk, herstellingswerken; architect : Carels.**

In overleg met de corresponderende leden is de K. C. van meening dat de herstellingswerken zich tot het strikt noodzakelijke moeten beperken.

13° **Bastogne (Luxembourg), église St-Pierre, travaux divers; architecte : M. Vaerwyck-Suys.**

14° **Lier** (Antwerpen), St-Gummaruskerk, proces-verbaal van oplevering (vijfde staat) betreffende de uitgevoerde werken.

15° **Baranzy, Commune de Musson** (Luxembourg), église de la Sainte-Famille, travaux de réparations; architecte : M. Lamy.

16° **Hoogstraten** (Antwerpen), Sinte-Katharinakerk, proces-verbaal van oplevering betreffende de uitgevoerde werken.

17° **Hotton** (Luxembourg), église Notre-Dame Consolatrice, restauration de la voûte; architecte : M. Kinet.

18° **Stockel, Commune de Woluwe-Saint-Pierre** (Brabant), église Notre-Dame, restauration des façades.

19° **Vremde** (Antwerpen), kerk, herstellingswerken aan den toren; architect : Sel.

20° **Bonnert** (Luxembourg), église St-Luc, construction d'une sacristie; architecte : M. Lamy.

21° **Gourdinne** (Luxembourg), église, restauration du clocher.

22° **Dinez, Commune de Mont** (Luxembourg), ancienne église, démolition.

La C. R. estime avec ses correspondants, qu'il est extrêmement désirable de conserver la tour qui pourrait servir de chapelle de cimetière.

D'accord avec eux, elle insiste pour que les deux anciens autels latéraux soient placés dans les salles contiguës au chœur et qui servent de jubé au-dessus et de remise au-dessous.

Le tabernacle en pierre du XV^e siècle devra être placé dans la sacristie entre le contrefort de la tour et le mur du chœur. Celui du maître-autel devra être déposé dans la tour contre le mur de la nef. Quant à la colonnade de cet autel, elle peut être déposée au musée diocésain de Namur.

La C. R. regrette que lors de la construction de la nouvelle église, il ait été insuffisamment tenu compte de l'existence et du remplacement du mobilier de l'ancienne église.

23° **Wommelgem** (Antwerpen), S.S. Pieters-en-Pauluskerk werken uitgevoerd aan den toren, proces-verbaal van voorloopige oplevering en afrekeningstaat.

24° **Lier** (Antwerpen), St-Gummaruskerk, proces-verbaal van oplevering (zesde staat) betreffende de uitgevoerde werken.

25° **Alseberg** (Brabant), O. L. Vrouwekerk, proces-verbaal van eindoplevering betreffende de uitgevoerde werken.

26° **Freylange, Commune de Heinsch** (Luxembourg), église, construction d'une sacristie, installation du chauffage central et d'une sonnerie électrique des cloches; architecte : M. Lamy.

27° **Héron** (Liège), église St-Martin, renouvellement du pavement du chœur; architecte : MM. Devroye Frères.

Au cours de l'exécution il conviendra d'adopter, aussi bien devant le maître-autel que devant les autels du Sacré-Cœur et de la Sainte-Vierge, le dispositif en damier prévu devant ce dernier autel et supprimer le demi-cercle devant le maître-autel.

D'accord avec le Comité provincial, la C. R. estime qu'il faudra éviter de donner à ce pavement le poli exagéré employé aux marches des autels déjà placés et relever les pierres tombales contre le mur sous la tour.

28° **Jette-St-Pierre** (Brabant), église de Notre-Dame de Lourdes, construction, architecte : M. Veraart.

29° **Woluwe-St-Lambert** (Brabant), église St-Lambert, restauration de la partie ancienne; architecte : M. Veraart.

30° **Werpín-Hotton** (Luxembourg), chapelle Ste-Anne, travaux de réparation, architecte : M. Huyeulle.

31° **Lier** (Antwerpen), St-Gummaruskerk, proces-verbaal van oplevering (zevende staat) betreffende de uitgevoerde werken.

32° **Awans** (Liège), église Ste-Agathe, restauration de la tour et de la flèche; architecte : M. Dufays.

33° **Oneux-sous-Comblain-au-Pont** (Liège), église St-Joseph, construction d'une rampe d'accès; architecte : M. Moureau.

D'accord avec le Comité provincial, la C. R. est d'avis que l'architecte doit renoncer au moulurage des trois pierres formant terminaison, marquées K', K et K³ sur le plan et se borner à bomber légèrement ces terminaisons en les arrondissant aux quatre angles comme celles prévues aux deux côtés du perron.

34° Antwerpen, protestansche kerk, Lange Winkelstraat, herstelingswerken; architect : Landswaard.

De K. C. heeft zich niet uit te spreken wat den technischen kant der zaak betreft.

35° Wavreille (Namur), église St-Pierre, travaux de rejointoiment et d'assèchement.

36° Goedsenhoven (Brabant), parochiale kerk, heropbouw; architect : Van den Dael.

Bij het uitvoeren der werken zouden de Oost- en Westelijke muren van de zijbeuken door een deksteen dienen afgedekt te worden.

37° Uccle (Brabant), église St-Paul, construction; architecte : M. Goddin.

La C. R. est d'avis que la construction du clocheton doit être réservée, le projet ne donnant pas satisfaction. L'examen de cette partie de l'église peut être remise à des temps meilleurs.

38° Saint-Servais (Namur), église Sainte-Croix, restauration des toitures.

39° Terme (Luxembourg), église, travaux de réparation; architecte : M. Lambert.

40° Lier (Antwerpen), St-Gummaruskerk, proces-verbaal van oplevering (achtste staat) betreffende de uitgevoerde werken.

41° Athus (Luxembourg), église St-Etienne, construction; architecte : M. Toussaint.

En ce qui concerne la tour, une nouvelle étude s'impose; elle ne s'harmonise guère avec l'église. Elle devrait être couverte d'une flèche appropriée au style de l'édifice et avoir une porte d'entrée plus ample.

42° Forest (Brabant), église St-Augustin, construction d'une sacristie; architectes: MM. Guinnotte et Watteyne.

43° Leebeke-onder-Outer (Oost-Vlaanderen), Sint-Antoniuskerk, bouw; architect : Cassiman.

De K. C. is van meening dat de bekroning van den toren zou moeten herzien worden.

44° Lier (Antwerpen), St-Gummaruskerk, proces-verbaal van oplevering (negende staat) betreffende de uitgevoerde werken.

45° Sainlez-Hollange (Luxembourg), église St-Pierre, réparation du clocher; architecte : M. Peiffer.

*
**

B. — Presbytères. — Pastorijen.

La C. R. a revêtu de son visa les projets suivants :

De K. C. heeft aan de volgende ontwerpen haar visa verleend :

1° **Werpín-Hotton** (Luxembourg), travaux de réparation; architecte : M. Huyeulle.

2° **Terme** (Luxembourg), travaux de réparation; architecte : M. Lambert.

3° **Schoten** (Antwerpen), parochie van de H. Familie, bouw; architect : Janssens.

4° **Fraiture-Comblain-au-Pont** (Liège), percement d'une fenêtre dans le pignon.

II. — EDIFICES CIVILS. — BURGERLIJKE GEBOUWEN.

Construction. — Restauration.

Bouw. — Herstelling.

1° **Mons** (Hainaut), **Ancien Couvent des Visitandines :**
Restauration.

La C. R. a fait connaître à M. le Secrétaire Général du Ministère des Travaux Publics qu'après avoir entendu M. le Dr Leurs, conseiller artistique au Commissariat Général à la Restauration du Pays, elle est d'avis qu'étant donné l'importance de certaines parties de l'ancien couvent des Visitandines à Mons, et notamment de la chapelle renaissance et de la belle façade postérieure, il est très désirable tant au point de vue historique qu'au point de vue archéo-

logique et artistique, que ces parties soient restaurées. Ces bâtiments ne conviennent guère cependant pour les archives et il y aurait lieu de trouver d'autres locaux pour abriter celles-ci. La solution la meilleure serait de restituer la chapelle à un usage religieux.

*
**

2^e Leuven (Brabant), gebouwtje in Empire-stijl, thans Politiebureel.

De K. C. heeft volgenden brief aan de HH. Burgemeester en Schepenen der stad Leuven doen geworden.

Brussel, den 8ⁿ Maart 1941.

Mijnheeren,

Uw schrijven van 7 dezer werd op de vergadering van heden aan ons College medegedeeld.

Vroeger, bij verschillende gelegenheden, hebben wij de meening uitgebracht dat het niet wenschelijk is het gebouwtje in Empire-stijl, thans politiebureel, gelegen op de Grootte Markt, te zien verdwijnen. Daartoe was op de eerste plaats een negatieve reden, n. l. dat dit gebouw, door zijn kleine hoogte en de bescheidenheid zijner architectuur, aan den zijgevel van uw bewonderenswaardig Stadhuis zijn volle waarde laat.

Wij vreezen grootelijks dat om het even welke nieuwe constructie welke men op die plaats zou willen oprichten, een gevaarlijke proefneming zou zijn, welke zeer bitter zou kunnen betreurd worden. Hoe de zaak ook moge staan, kunnen wij over de verdwijning van dit gebouw geen gunstig advies uitbrengen zonder vooraf inzage te hebben genomen van een volledig ontwerp van de constructies, bestemd om gezegd gebouw te vervangen, en dit ontwerp zou moeten buitengewoon goed gelukt zijn om er ons te kunnen bij neerleggen

Wij moeten er bovendien aan toevoegen dat wij uw meening niet kunnen delen, dat het huidig gebouw « geen het minste architecturaal karakter bezit ». Dit gebouwtje is zeer mooi wat zijn verhoudingen betreft en is, in zijn trant, goed opgevat. De stad Leuven bezit weinige gebouwen in dien stijl welke uit dit tijdperk dagteekenen, en wij meenen dat een gemeentebestuur zich moet

inspannen, tenzij overwegingen van gansch bijzonderen aard kunnen ingeroepen worden, om de gebouwen die van beteekenis zijn voor den stijl der verdwenen tijdperken niet te vernietigen.

Met de meeste hoogachting,

*
* *

3^o Heverlee (Brabant), Huis « Bellefroid » : Restauratie.

De K. C. heeft aan den H. Gouverneur van Brabant volgenden brief doen geworden betreffende de restauratie van het huis Bellefroid, te Heverlee.

Brussel, den 10^e Maart 1941.

M. de Gouverneur,

Naar aanleiding van uw schrijven van 22 Februari ll., n^o 45159-45234, 4^e Afdeeling, 2^e Sectie, n^o 16367, dat wij eerst op 26 Februari ontvangen hebben, hebben wij een onderzoek doen instellen inzake de restauratie van het huis toebehoorende aan den Heer Bellefroid, Basile, hetwelk gerangschikt is bij Koninklijk Besluit van 8 Maart 1940, en waaraan de eigenaar zinnens is herstellingswerken te doen uitvoeren.

Uit het verslag van onzen afgevaardigde blijkt dat met de herstellingswerken reeds een aanvang werd genomen, zonder dat het ontwerp aan de K. C. werd voorgelegd en door den Heer Minister van Openbaar Onderwijs goedgekeurd, zooals de wet van 7 Augustus 1931 het vereischt.

Wij zouden U dank weten, dadelijk de aandacht van den betrokken eigenaar op deze onregelmatige handeling te vestigen. Het is betreuenswaardig dat de bepalingen van de wet niet in acht werden genomen, des te meer dat krachtens die zelfde bepalingen de eigenaar van een gerangschikt gebouw aanspraak mag maken op een geldelijke tusschenkomst der openbare besturen in de kosten der herstellingswerken.

Daar wij er niet aan twifelen dat het werk te goeder trouw werd ondernomen, meenen wij dat het best zou zijn dat de eigenaar alvorens het werk voort te zetten, zeer spoedig zijn ontwerp zou voorleggen aan onzen afgevaardigde den Heer Prof. Kanunnik

Lemaire, briefwisselend lid, Vandenbemptlaan, 15, te Heverlee, en op diens gunstig verslag zouden wij zelf ongetwijfeld onze goedkeuring aan de ondernomen werken kunnen verleenen.

*
* *

4° Tervuren (Brabant), Monumentale poorten van het domaniaal park.

De K. C. heeft volgenden brief aan den Heer Secretaris-Generaal van het Ministerie van Openbare Werken laten geworden.

Brussel, den 14^e Mei 1941.

M. de Secretaris-Generaal,

Wij zijn zoo vrij U ons schrijven van 31 Mei 1939 te herinneren, waarbij gewezen werd op den staat van verval waarin zich de monumentale poorten van den omheiningsmuur van het domaniaal park te Tervuren bevinden.

Wij zouden het zeer op prijs stellen, indien zeer spoedig maatregelen mochten getroffen worden om deze poorten te laten herstellen.

De ingangspoort van het Park, gelegen in 't hart van het dorp, maakt vooral zeer slechten indruk.

Zooals wij de eer hadden het U in ons schrijven van 8 November 1929 te melden, zou een weinig klimop of ampelopsis deze leelijkheid aan het zicht onttrekken zonder groote kosten te veroorzaken.

Met de meeste hoogachting,

*
* *

La C. R. a revêtu du visa les projets suivants :

De K. C. heeft aan de volgende ontwerpen haar visa verleend :

5° **Harelbeke** (West-Vlaanderen), huis van Peter Benoit, herstellingswerken, architect : Vanden Weghe.

6° **Berlaar** (Antwerpen), gemeentehuis, vergrootingswerken; architect : Careels.

7° **Puurs** (Antwerpen), gemeentehuis, veranderingswerken ; architect : De Backer.

In overleg met het Provinciaal Comité is de K. C. van oordeel dat het ontwerp er bij zou winnen indien men de frontversiering boven de balcondeur en de astragalen en paneeltjes onder de kroonlijst liet doorloopen.

8° **Dinant** (Namur), abbaye de Leffe : restauration ; architecte : M. Lalière.

9° **Leuven** (Brabant), Stadhuis, proces-verbaal van oplevering ; betreffende de uitgevoerde werken.

III. — PEINTURES. — SCULPTURES ET AMEUBLEMENTS. SCHILDERWERK. — BEELDHOUWWERK EN STOFFEERING.

1° Nivelles (Brabant), Collégiale Ste-Gertrude : Ameublement.

La C. R. a prié M. le Curé-Doyen de la Collégiale Ste-Gertrude à Nivelles de lui faire connaître quelles mesures il a prises pour assurer la bonne conservation de la petite chaire de vérité en bois de la Collégiale.

Elle estime que le meilleur moyen d'assurer cette conservation est de placer cette chaire provisoirement dans l'église des Récollets qui sert de succursale à la Collégiale.

*
**

2° Harelbeke (West-Vlaanderen), Sint-Salvatorkerk : Mobilair.

De K. C. heeft den H. Gouverneur van West-Vlaanderen ontvangst gemeld van het verslag van het Provinciaal Comité betreffende den erbarmelijken toestand waarin het prachtig mobilair der parochiale kerk van St-Salvator te Harelbeke verkeert.

Zij heeft den H. Gouverneur verzocht bij de betrokken overheid aan te dringen opdat de herstellingswerken zouden worden uitgevoerd met de grootste zorg en door een talent- en gewetensvol kunstenaar.

*
**

**3° Mons (Hainaut), Eglise Ste-Waudru : Protection des
œuvres d'art**

La C. R. a fait connaître à l'Administration communale de Mons et au Conseil de Fabrique de l'église Ste-Waudru en ladite ville que par lettre du 7 novembre 1940, M. le Commissaire Général à la Restauration du Pays l'a informé que par les soins de ses services des mesures seront prises pour protéger certaines œuvres d'art contre les faits de guerre.

Parmi les œuvres à protéger, il cite les verrières anciennes et les sculptures de Du Breucq de l'église Ste-Waudru à Mons.

*
* *

4° Bertem (Brabant). — St-Pieterskerk : Herstel oorlogsschade.

De K. C. heeft aan den H. Commissaris-Generaal voor 's Lands Wederopbouw de rekening laten geworden ten bedrage van 766,32 fr. betreffende de kosten van herstelling der schade veroorzaakt aan de monumentale St-Pieterskerk te Bertem, tengevolge van de oorlogsgebeurtenissen.

Uit een verslag van het provinciaal comité blijkt dat de vervanging van de in lood gezette ruitjes in kathedraal glas in 16 paneelen van de kerkvensters in goede voorwaarden is uitgevoerd.

*
* *

5° Gent (Oost-Vlaanderen). — St-Niklaaskerk : Restauratie.

De K. C. heeft volgenden brief aan den H. A. R. Janssens, architect, te Gent, doen geworden.

Brussel, den 29^e April 1941.

M.

Als gevolg op uw schrijven van 21 dezer, hebben wij de eer U te laten weten dat noch het gewijzigd plan voor het glas in lood der vensters, noch dit voor den afvoer van het water tusschen de puntgevels der St-Niklaaskerk, te Gent, ons voldoening geven.

Wat het glas in lood betreft past de voorgelegde teekening voor

een venster uit de XVII^e eeuw en niet voor een venster uit de XIII^e, zooals hier het geval is.

Een gansch nieuw ontwerp van het glas in lood dient opgemaakt, waarbij gij U zoudt kunnen laten leiden door de modellen afgedrukt in het werk van J. L. Fischer, « Handbuch der Glasmalerei » of in dit van Oidtmann, over de glasramen in Rijnland.

De voorgestelde schikking voor den afvoer van het water is onaanneembaar en onuitvoerbaar.

Deze belangrijke kwestie dient ernstig bestudeerd te worden, waarbij gij U zoudt kunnen laten leiden door de oplossing aangenomen voor de St-Baafskerk, door wijlen Architect Mortier.

*
**

6° Namur. — Eglise St-Loup : Boiseries, Restauration.

La C. R. a fait connaître à M. le Gouverneur de la province de Namur qu'elle ne possède pas à son budget de crédit lui permettant de subventionner la restauration des boiseries de l'église St-Loup, à Namur. Son rôle se limite à l'examen et à l'approbation ou le rejet des projets de travaux rentrant dans sa compétence.

Ces subsides doivent être demandés au Ministère de l'Instruction Publique, Administration des Beaux-Arts.

La C. R. estime que le travail commencé et qui s'est limité jusqu'ici à la restauration d'un confessionnal à titre d'expérience devrait être continué.

A cette fin un devis complet et détaillé devrait être dressé et soumis aux autorités compétentes avec une demande de subsides lesquels sont accordés suivant l'arrêté du 28 mars 1941 par le Commissaire Général à la Restauration du Pays. La C. R. y donnera certainement un avis favorable.

*
**

7° Tervuren (Brabant). — Oud kerkhof rond de St-Janskerk : Grafsteen van de familie Olivares.

De K. C. heeft volgenden brief aan den H. Gouverneur der provincie Brabant doen geworden.

Brussel, den 13^a Mei 1941.

M. de Gouverneur,

Op 17 November 1932 hebt gij ons een verslag laten geworden van wijlen den H. Metdepenninghen, Provinciaal Hoofdarchitekt, bij welks conclusiën het Provinciaal Comité en de K. C. zelf zich hebben aangesloten, betreffende een grafsteen op het oud kerkhof rond de St-Janskerk, te Tervuren.

Naar aanleiding daarvan hebben wij U op 13 December 1932 verzocht bij het betrokken Gemeentebestuur en de Kerkfabriek tusschenbeide te komen opdat maatregelen tot het behoud van bedoelde grafsteen zouden genomen worden.

Ongelukkig heeft uwe tusschenkomst den gewenschten uitslag niet bekomen, zoodat deze steen met de wapens van de familie Olivares zich nog steeds vóór het kolenkot bevindt dat gebouwd is tegen den Noordermuur van de kerk. De versieringen van den grafsteen verdwijnen van langs om meer, tengevolge van het over en weer loopen op den steen.

Wij zouden U dank weten, M. de Gouverneur, andermaal bij de plaatselijke overheden aan te dringen opdat deze historische grafsteen zou worden rechtgezet tegen den Zuidergevel van de kerk, overeenkomstig de aanduidingen gegeven in voornoemd verslag van wijlen den H. Metdenpenninghen, dd. 22 Augustus 1932.

*
**

Behoud van kalvariebergen of triomfkruisen.

De K. C. heeft volgenden brief aan zijne Eminentie Kardinaal Van Roey, Aartsbisschop van Mechelen, doen geworden.

Brussel, den 18ⁿ Juni 1941.

Monseigneur,

Wij hebben de eer UEd. te laten weten dat er door den H. Graaf J. de Borchgrave d'Altena in zijn « Notes pour servir à l'Inventaire des Œuvres d'art du Brabant », verschenen in de « Annales de la Société Royale d'Archéologie de Bruxelles », Boekdeel XLIII, 1939.

1940, bldz. 147 tot 149, gewezen wordt op verscheidene kalvariebergen of triomfkruisen welke in een betreuenswaardigen staat van verwaarloozing gelaten worden.

Onder de meest verwaarloosde beeldhouwde werken worden vermeld de triomfkruisen en kalvariebergen der kerken van Goetsenhoven, Kwerps (gemeente Erps-Kwerps), Nieuwrode, Pellenberg, Meldert, Wilsele, Wersbeek (gemeente Molenbeek-Wersbeek) en andere.

Uit bedoelde merkwaardige studie ontleenen wij de hiernavolgende regels :

« Parmi les calvaires complets que gardent les sanctuaires ruraux,
» citons ceux de Pellenberg, d'Attenrode, de Thielt-St-Martin et
» de Haekendover, tous quatre de la fin de l'époque gothique.
» Les trois premiers s'apparentent au calvaire de Weert-St-Georges,
» qui a été relégué au dehors de l'église : usage déplorable auquel
» est soumis même le calvaire de Wesemael, du XIII^e siècle, un
» ensemble important pour l'histoire de la sculpture en Brabant.
» Le calvaire de Meldert n'a pas non plus de meilleur abri.

» Plusieurs calvaires ont été démembrés, et il n'en subsiste que
» le Christ. Celui-ci est honoré soit sous l'arc triomphal, comme à
» l'origine; c'est le cas à Neerlinter, à Hougaerde et à Cappellen;
» soit dans un porche (Neeryssche et Hauwaert) ou dans toute
» autre partie de l'église. C'est ainsi qu'à Oplinter, le Christ, une
» œuvre magnifique et précieuse de vers 1250-1275, sorte d'orfè-
» vrie agrandie, est toujours à l'abandon dans un transept.

» Le sort des Christs de Gossoncourt, de Querbs, de Nieuwrode,
» de Pellenberg, de Meldert, de Wilsele, de Wersbeek et des Béguinages de Diest et de Louvain, est bien plus lamentable encore.
» En effet, ces images sont exposées au dehors, mal ou point abritées sous un auvent presque toujours médiocre. A Wersbeek, le
» Christ, une œuvre de vers 1500-1525, qui fut belle, pourrit au
» mur oriental du chevet nord.

» Le Christ de Duysbourg, une sculpture du XV^e siècle, assez rustique, se trouve près de la cure.

» A Gossoncourt, il s'agit pourtant d'une sculpture du XIV^e siècle, égale aux plus tragiques de cette époque : le Sauveur aux
» plaies atroces, s'y affale, bras tendus. Les beaux Christs de
» Wilsele, de Querbs et du Béguinage de Louvain ont droit aussi

» à plus d'égards, d'ailleurs comme les plus humbles parmi ces » sculptures.

» Une mesure de sauvegarde s'impose dans ce domaine. »

Wij zouden het zeer op prijs stellen indien Uwe Eminentie de aandacht van de ZZ. EE. HH. Pastoors wilde vestigen op het belang van die oude kruisbeelden, welke in vele onzer kerken nog te zien zijn en waarvoor maatregelen tot hun behoud dienen genomen te worden.

Inmiddels, Monseigneur, betuigen wij nogmaals aan Uwe Eminentie, onze gevoelens van bijzondere hoogachting en eerbied.

De Secretaris,

De Voorzitter,

*
**

8° **Bruxelles (Brabant).** — **Eglise Collégiale des SS. Michel et Gudule : Vitraux.**

La C. R. a insisté pour que les caisses renfermant les vitraux enlevés de l'église collégiale des SS. Michel et Gudule à Bruxelles soient mises en sûreté dans les caves de la Banque Nationale.

Une lettre dans ce sens a été adressée à M. le Gouverneur de cet établissement.

*
**

La C. R. a revêtu du visa les projets suivants :

De K. C. heeft aan de volgende ontwerpen haar visa verleend :

9° **Tournai (Hainaut),** église St-Martin, placement d'un banc de communion; auteur : M. Piérard.

Au cours de l'exécution, l'auteur devra supprimer entièrement la porte centrale d'ailleurs inutile et terminer, en cet endroit, chacune des deux parties du banc par un pilastre semblable à celui prévu aux extrémités.

10° **Diest (Brabant),** O. L. Vrouwkerk, plaatsen van twee gebrandschilderde glasramen; glasschilder : Crickx.

11° **Houthalen (Limburg),** St-Martinuskerk, plaatsen van een nieuw orgel; ontw.: M. Stevens.

12° **Meeuwen (Limburg),** plaatsen van biechtstoelen, ontw.: Ambachtschool te Maaseik.

Bij de uitvoering dient de ontwerper de voorgestelde buitenpilasters te vervangen door eenvoudige pilasters zonder lijstwerk.

Bovendien zal hij de bovenversiering of den uitsprong vervangen door het profiel aangeduid in potlood op het plan.

13° **Houtha'en** (Limburg), Sint-Martinuskerk, plaatsen van een nieuwen kruisweg; ontw.: M. Kiekens.

Bij de uitvoering moet de ontwerper de samenstelling dichter bijeen brengen of aanvullen, ten einde de ruimte van den ondergrond zooveel mogelijk te doen verdwijnen.

14° **Watermael-Boitsfort** (Brabant), église St-Hubert, placement de vitraux dans les rosaces surmontant les autels latéraux; peintre-verrier : M. Crickx.

15° **Meeuwen** (Limburg), kerk, plaatsen van twee zijaltaren; ontw.: Vandenhoute, E.

16° **Villers-la-Ville** (Brabant), église Notre-Dame, placement d'un vitrail représentant l'Assomption de la Ste-Vierge; auteur : M. Ch. Crespin.

*
* *

De K. C. heeft volgend ontwerp goedgekeurd :

17° **Lier** (Antwerpen), St-Gummaruskerk, plaatsen van drie beelden in de nissen rondom het kerkgebouw; beeldhouwer : O. Sinia.

IV. — URBANISME. STEDENBOUWKUNDE.

1° **Namur.** — Urbanisation.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Commissaire Général à la Restauration du Pays au sujet des projets d'urbanisation de la ville de Namur.

Bruxelles, le 10 mars 1941.

M. le Commissaire Général,

Nous nous permettons d'attirer tout spécialement votre attention sur les travaux de restauration de certains bâtiments anciens et sur les projets d'urbanisation intéressant la ville de Namur. Nous avons

à diverses reprises émis le regret que cette ville, que les malheurs des temps et les nombreux sièges qu'elle a subis ont privée de beaucoup de ses monuments anciens, n'ait pas davantage le souci de maintenir les vestiges qui lui restent. Namur doit en partie son charme à sa situation pittoresque, au confluent de la Meuse et de la Sambre, mais aussi au fait que ce site s'inscrivait dans un cadre un peu vieillot mais délicieux. Nous comprenons parfaitement que l'Administration communale ait le désir de « moderniser » la ville, et cette louable préoccupation peut utilement trouver son application dans le domaine de l'hygiène et de la voirie. Mais il serait déplorable, dans l'intérêt même de la ville et de l'attrait qu'elle exerce sur les touristes, source importante de revenus pour elle, qu'elle méconnût l'importance qu'il y a de ne pas bouleverser inconsidérément son aspect si caractéristique.

Sans vouloir revenir sur les erreurs commises dans le passé et convaincus que votre haute intervention pourra avoir une très heureuse influence sur les décisions à intervenir, nous nous permettons d'attirer tout spécialement votre attention sur les aménagements des abords de la Sambre, et de la pointe du Grognon qui sont urgents. Ils intéressent notamment le remarquable bâtiment du Musée, classé par A. R. du 15-1-1936, et les deux portes si intéressantes dites l'une « Porte Billewaert ou de Sambre-et-Meuse », également classée par A. R. du 15-1-1936, et l'autre « Porte Bordial au Bord de l'Eau », qui toutes deux, et particulièrement la dernière, réclament d'urgence des restaurations. Il est encore possible de faire de ce coin du Vieux Namur, qui est un des endroits de notre pays où passe chaque année le plus grand nombre de visiteurs, un ensemble charmant si les aménagements sont faits avec goût et en utilisant habilement les vestiges du passé. C'est une question de sensibilité autant que de technique.

Nous croyons savoir que M. Lacoste a été chargé d'étudier ces projets : son talent et son goût sont assurément une garantie. Nous attirons d'autre part votre attention sur des études intéressantes qui avaient été poursuivies il y a quelques années par un groupement namurois appelé « Syndicat d'Initiative et de Tourisme ».

Lorsque les projets complets auront été dressés, nous nous permettons de compter que vous voudrez bien nous les soumettre.

Veillez agréer, ...

2° Tongeren (Limburg). — Omgeving O. L. Vrouwkerk :
Urbanisatieplannen.

De K. C. heeft aan het gemeentebestuur der stad Tongeren laten weten dat, naar verluidt, er spraak zou zijn van urbanisatieplannen te doen opmaken voor de omgeving van de Collegiale kerk van O. L. Vrouw te Tongeren.

Zij heeft het gemeentebestuur verzocht haar het standpunt van het Schepencollege in deze kwestie te laten kennen en haar tevens alle nuttige inlichtingen dienaangaande mede te deelen.

*
**

3° Merksem (Antwerpen). — Oud kerkhof : Verandering
van bestemming.

De K. C. heeft volgenden brief aan den H. Secretaris-Generaal van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid doen geworden.

Brussel, den 28ⁿ April 1941.

M. de Secretaris-Generaal,

Als gevolg op uw schrijven van 5 November II., Afdeeling Volksgezondheid, n^o 2576, hebben wij de eer U te melden dat het ontwerp van verandering van bestemming van het oud kerkhof nabij de St-Bartholomeuskerk, te Merksem, ons voor een gunstig advies vatbaar schijnt.

In overleg met onze briefwisselende leden voor de provincie Antwerpen zijn wij van meening dat het steeds stijgend drukverkeer en de enge inloop der Bredabaan, aan den draai der de l'Arbrelaan, de afbraak der reeks onteigende woningen, aan den Oost-sraatkant die aan het oude kerkhof paalt, rechtvaardigen.

Wat de benutting der vrijkomende gronden van deze afbraak betreft zoowel als diegene van het verder te ontruimen oud kerkhof zou, door de gemeente Merksem, een volledig ontwerp dienen voorgelegd te worden, in den zin der bestemming door den Gemeenteraad van 30 Januari 1940 principieel vastgelegd, tot verwezenlijking van een openbaar plantsoen met aanleg eener openbare plaats achter en rondom de kerk.

Het ontwerp zou dienen opgevat te worden als openbare beplante plaats of klein park met wandelwegen, zitbanken, enz., met aansluiting van gewas tegen de kerkgebouwen.

Deze openbare plaats zou terloops een logischen toegang tot het postgebouw dezer steeds toenemende agglomeratie verleenen, en een gedeelte ervan zou desgevallend als marktplein kunnen benut-
tigd worden.

De verwezenlijking van dit kompleks zou gebeurlijk de onteigening en de afbraak der reeks huizen van den Zuidkant der Borrewaterstraat moeten begrijpen. Indien echter tot deze onteigening en afbraak niet zou besloten worden, zouden volgens oud gebruik, gewone linden langs den achterkant van bedoelde huizen dienen geplant, waarvan de takken door middel van latwerk, ineengevlochten zouden worden, ten einde aldus de weinig sierlijke achtergevels der huizen aan het zicht van uit het park te onttrekken.

Een volledig ontwerp van deze opschikking zou voor om het even welk begin van uitvoering moeten opgemaakt worden.

Wat de verplaatsing der oude grafmonumenten betreft, wordt door ons verwezen naar een drietal zeer interessante platliggende grafplaten (Oostkant nevens de kerk) welke zoowel op kunstgebied als om historische redenen, op een zichtbare plaats zouden moeten bewaard worden.

Twee ervan herinneren aan den slag van Ekeren, in 1703 geleverd, en n. l. de zerkplaat met zeer kunstige heraldische reliëfs van Messire Joseph de Seguiran, Markies van Bouc, overleden in den slag van Ekeren op 30 Juni 1703, en diegene in fijn witten marmer, met zeer fijn heraldisch reliëf, metende 0,55 × 0,45 m. van Illustr. Dom Franciscus Ludovicus, Markies de Courten, in denzelfden veldslag gesneuveld. Verder eene plaat met sierlijk heraldisch medaillon der Familie van Ekeren.

Deze drie platen zouden tegen den kerkmuur rechtstaand kunnen opgericht worden.

*
**

4° **Saint-Hubert (Luxembourg). — Eglise St-Gilles :
Désaffectation de l'ancien cimetière.**

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique au sujet de la désaffectation de l'ancien cimetière entourant l'église Saint-Gilles à Saint-Hubert (Luxembourg).

Bruxelles, le 28 avril 1941.

M. le Secrétaire Général,

Comme suite à votre dépêche du 23 avril courant, Administration de la Santé Publique, Travaux d'Hygiène, n° A. S. P./2104 H., nous avons l'honneur de vous faire connaître que la désaffectation de l'ancien cimetière entourant l'église St-Gilles, à St-Hubert (Luxembourg), peut être autorisée, à la condition formelle que l'Administration communale fasse dresser un projet d'aménagement de cet ancien lieu de repos.

Ce projet devra prévoir :

1° la démolition de la partie du vieux mur de soutènement, le long de la rue St-Gilles et son remplacement par un mur moins élevé, construit avec des matériaux du pays et recouvert d'une pierre de taille;

2° l'aménagement de cette zone du cimetière en une pelouse légèrement inclinée et garnie de plantes vertes;

3° l'établissement, le long de l'autre rue, d'une bordure de 0 m. 20 à 0 m. 25 de hauteur, laquelle passerait, à l'angle des deux artères, derrière l'ancienne fontaine, et se raccorderait à la couverture du mur de la rue St-Gilles.

Le projet de cet aménagement à établir par un homme de goût, devra être soumis à l'avis de notre Collège avant tout commencement d'exécution.

Veuillez agréer, ...

*
* *

5^o Bruxelles (Brabant). — Place Royale : Panneaux publicitaires.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Secrétaire Général du Ministère des Travaux Publics.

Bruxelles, le 26 avril 1941.

M. le Secrétaire Général,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 23 courant, Direction Générale des Bâtiments, n° 434/164, n° 35484 de sortie, nous transmettant pour avis une lettre en date du 15 avril de M. le Président du Secours d'Hiver.

Il ressort de cette correspondance que la ville de Bruxelles a demandé au Secours d'Hiver l'enlèvement de panneaux publicitaires placés sur l'immeuble occupé par cette administration place Royale à Bruxelles.

Nous ne sommes pas surpris de cette demande de l'Administration communale. Lors de la création de la place Royale et du quartier du Parc, des servitudes très sévères imposées aux acheteurs de terrains, les obligeant à construire suivant un plan d'ensemble et leur interdisant le placement d'enseignes, etc. Grâce à ces sages dispositions, la place Royale et le quartier du Parc ont pu conserver jusqu'aujourd'hui cette noble ordonnance et cette dignité qui en font un des ornements de la capitale. A notre intervention les Pouvoirs Publics ont toujours veillé à ce que ces servitudes soient respectées.

Le Secours d'Hiver mérite les plus grands encouragements dans son action charitable et sociale et certainement toutes facilités doivent lui être accordées pour exercer son activité.

Mais il ne nous paraît pas que « les nécessités de la propagande et de l'activité du Secours d'Hiver » exigent le placement de panneaux publicitaires de grandes dimensions sur l'immeuble où est installée sa direction centrale. Il dispose de possibilités de propagande et de publicité bien autrement efficaces.

D'autre part, « l'esprit de solidarité sociale » invoqué par le Secours d'Hiver pour justifier une exception en sa faveur aux règles établies nous paraît au contraire postuler l'observation de celles-ci. C'est en effet au nom de l'intérêt de la communauté qu'on impose à tous les propriétaires intéressés de renoncer à l'exercice naturel de leurs droits. Si on permet à l'un d'eux de rejeter la réglementation établie, tout le système est ébranlé, et l'on risque de voir favorablement accueillies des actions judiciaires qui seraient introduites par des commerçants voisins en vue d'obtenir les mêmes dérogations.

Nous croyons qu'il suffirait pour le Secours d'Hiver qu'une indication bien visible soit donnée de l'emplacement de sa Direction Centrale, et à cet effet une simple inscription placée sur l'imposte de la grande porte donnerait semble-t-il toute satisfaction. Nous sommes persuadés qu'en prenant connaissance des quelques observations exposées ci-dessus, son administration supérieure appréciera

l'intérêt qui s'attache, du point de vue de l'intérêt général, à une question qui peut paraître au premier abord de minime importance.

Veuillez agréer, ...

*
**

6° Herenthout (Antwerpen). — Oud kerkhof : Verandering van bestemming.

De K. C. heeft aan den H. Secretaris-Generaal van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid laten weten dat zij zich volledig aansluit bij het verslag van het Provinciaal Comité voor Antwerpen inzake de verandering van bestemming van het oud kerkhof te Herenthout.

*
**

7° Brugge (West-Vlaanderen). — Omgeving nieuw station : Aanleg.

De K. C. heeft volgend schrijven aan het Gemeentebestuur van Brugge doen geworden.

Brussel, den 4^o Juni 1941.

MM.,

Naar aanleiding van uw schrijven van 10 Mei ll., 4^o Afdeling, A. Boek 75, Verz. n^o 11403, hebben wij de eer U te laten weten dat een onzer leden in 't begin der maand April heeft kunnen vaststellen dat het aanleggen der omgeving van het nieuw station te Brugge gedeeltelijk uitgevoerd is, nl. het overwelfen van een deel van de buitengracht, en het aanbrengen van een uitgestrekt grasperk aan den Noordkant van het plein.

Verder hebben wij vernomen dat uw bestuur geen ontwerp heeft doen opmaken van deze beplanting. Het is te betreuren dat onze Commissie, die geraadpleegd is geworden voor het aanleggen der nieuwe laan tusschen het oud en het nieuw station, geen kennis heeft kunnen nemen van de uit te voeren beplantingswerken. Er dient opgemerkt te worden dat het plan der algemeene opschikking der omgeving van het station gedagteekend is van 6 Mei 1941 en dus opgemaakt werd wanneer de werken reeds uitgevoerd waren.

Bij het buitenkomen van het station wordt de reiziger getroffen door een uitstekend landschap gelegen aan den Noord-Westkant

van het Stationplein, namelijk prachtige boomen aan de overzijde van de buitengracht en daarboven de silhouet der stad Brugge met haar eenig schoone en merkwaardige torens.

Op het voorplan van dit tafereel heeft uw bestuur thans een banaal grasplein aangelegd met, als « versiering », eenige armzalige heesters. Van de « buitengracht » ziet men niets, en slechts van op de nieuwe brug ontwaart men de « buitengracht » als een smalle beek tusschen haar nieuwe oevers; een nietig en nutteloos wandelpaadje volgt den loop der beek.

Op 15 Maart 1937 werd er overgegaan tot een onderzoek ter plaatse van het voorontwerp van algemeen inrichtingsplan, ingediend door uw bestuur voor de omgeving van het ontworpen nieuw station, en in het verslag der zitting gehouden in het Kabinet van den Heer Burgemeester werd aangeteekend : « aanleg van beplantingen, waterspiegels, enz. »

Het valt te betreuren dat dit voorstel niet nageleefd werd. Ten einde in groote mate het uitzicht van het Stationplein te verbeteren veroorloven wij ons U hierbij een schets onzer suggesties mede te deelen en U te verzoeken volgende werken ernstig in overweging te willen nemen en uit te voeren :

1° Beplanten der beide zijden van den verbindingsweg, alsook van het middenplein, met plataanboomen met afgeknotte koppen ofwel met gewone linden waarvan de takken door middel van latwerk ineengevlochten zouden worden. De boomen zouden op ongeveer 10 m. afstand van elkaar moeten geplant worden en niet hooger mogen groeien dan 3 m. 50 maximum (een der beste beplantingen in onze steden is namelijk aangepast aan het Stationplein van Gent-St-Pieters);

2° Aanbrengen in het bestaande grasplein van een « grooten waterspiegel » van ongeveer 65 meter breed en 0.70 m. diep, gespijisd door de « buitengracht »;

3° Gebeurlijk planten op den boord van de voetpaden B en C eener dubbele haag lygustrum, waarvan de hoogte 0.60 à 0.70 m. niet moet overschrijden;

4° Plaatsen aan de uiteinden A van den vijver van groote groepen « Rhododendrum Ponticum » welke het groot voordeel bieden « blijvend groen » te zijn, en die mits het aanbrengen van een

goede kuip boschgrond en met de nabijheid van het water, op deze plaats weelderig zouden tieren;

5° Verder zijn wij van oordeel dat de twee uiteinden D van de « Binnenvestingsgracht » dienen bewaard te worden in hunnen huidige staat, en in alle geval niet mogen verminkt worden zooals aangeduid op het plan door uw bestuur voorgelegd.

Ten slotte zijn wij zoo vrij U te verzoeken ons een algemeen plan te laten geworden, aanduidende op welke wijze de wijk der Boeveriestraat, de Begijnenvest en de bestaande binnenvest zullen verbonden worden aan het nieuw Stationplein. De schikking der nieuwe wegen is aangeduid in gele kleur op het algemeen opschikingsplan van 6 Mei ll. lijkt ons in vele opzichten onaanneembaar. Met hoogachting.

*
* *

Noms de rues et de lieux dits. — Changements.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et de la Santé Publique.

Bruxelles, le 14 juillet 1941.

M. le Secrétaire Général,

Un grand nombre d'administrations communales manifestent une fâcheuse tendance à remplacer les noms de rues de leurs communes, noms quelquefois très anciens et présentant un grand intérêt historique ou folklorique, par des dénominations dépourvues de toute signification, ou simplement destinées à célébrer la mémoire de personnalités politiques locales.

Ces changements de noms sont le plus souvent parfaitement ridicules, mécontentent vivement la population et font disparaître des souvenirs extrêmement intéressants de l'histoire locale. Ils sont d'autant moins justifiables que les administrations communales peuvent trouver dans les nouvelles rues à créer l'occasion de satisfaire leur désir de perpétuer le souvenir de leurs mandataires ou de coreligionnaires politiques de ceux-ci.

La C. R. croit ne pas excéder les limites de sa mission en s'intéressant à ces vieux noms qui sont, eux aussi, en quelque manière, des monuments historiques.

Elle se permet, en conséquence, de vous demander, M. le Secrétaire Général, de vouloir bien examiner la possibilité d'envoyer aux administrations communales une circulaire leur interdisant de modifier, sans l'autorisation de votre Département, les noms des voies publiques de leur territoire lorsque ce nom leur appartient depuis une période de temps assez longue : nous proposerions de fixer cette durée à un siècle ou même à cinquante ans. Saisi d'une demande d'autorisation, votre Département pourrait, s'il lui convient, consulter notre Collège, qui lui donnerait un avis motivé.

Nous croyons qu'une mesure de ce genre serait vivement approuvée, non seulement par les historiens, les archéologues et les artistes, mais par l'opinion publique tout entière.

Veillez agréer, ...

SITES. — LANDSCHAPPEN.

1° Grimde-Tienen (Brabant). — Tumuli « Drie Tommen » : Behoud.

De K. C. heeft aan den H. Secretaris-Generaal van het Ministerie van Openbaar Onderwijs laten weten dat zij geen bezwaar heeft tegen de verhuring aan het « Werk van den Akker » van de gronden gelegen tusschen de « Drie Tommen » te Grimde-Tienen, op voorwaarde dat een strook van 10 m. rond ieder grafheuvel van om het even welke bebouwing vrij blijve en dat er van de heuvels geen grond afgenomen, noch struikgewas uitgeroeid worde.

Indien tijdens de bewerking van den grond interessante voorwerpen mochten worden gevonden zouden deze aan het Beheer der Domeinen dienen afgegeven te worden.

*
**

2° Sougné-Remouchamps (Liège). — Abord de la grotte de Remouchamps.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Commissaire Général à la Restauration du Pays.

Bruxelles, le 24 mars 1941.

M. le Commissaire Général,

Nous avons l'honneur d'appeler votre bienveillante attention sur le site constitué par les abords de la Grotte de Remouchamps, sur le territoire de la commune de Sougné-Remouchamps, et sur la reconstruction d'un hôtel détruit en cet endroit.

Cet immeuble était ancien et présentait un intéressant spécimen des vieilles constructions de cette région. Il conviendrait qu'il fût rebâti dans son état d'autrefois.

Par contre, un propriétaire mal avisé avait acquis de la commune le terrain situé devant l'entrée même de la Grotte, et en avait profité pour couvrir cet emplacement de constructions de mauvais goût, déparant le massif rocheux au pied duquel se creusait l'entrée de la salle jadis habitée par l'homme préhistorique; la sortie du ruisseau avait été voûtée. Son voisin avait adossé une buanderie au rocher, et la société qui exploite les grottes avait garni le bord gauche de l'escalier qui mène à la grotte d'échoppes pour la vente de cartes postales, etc.

Une bombe d'avion a détruit toutes ces constructions et a rendu à peu près à ce coin son état primitif, et la base du rocher est de nouveau accessible.

Ces destructions ont rendu visible la sortie des eaux présentant un grand intérêt scientifique.

La question se pose de savoir si l'on va laisser reconstruire sur les terrains aux abords de l'entrée de la grotte, de la sortie du ruisseau, du rocher.

Nous sommes d'avis, avec le Comité provincial de nos correspondants, que tout doit être mis en œuvre pour que ce site soit traité avec la prudence que commande l'intérêt scientifique, pittoresque et touristique qu'il présente.

Notre Collège étudie actuellement le projet de classement de l'entrée de la grotte, de la sortie du ruisseau, du rocher et de leurs abords, avec interdiction d'y construire quoi que ce soit dans un périmètre de trente mètres au moins.

Nous vous saurions gré, M. le Commissaire Général, de vouloir bien appeler la bienveillante attention de vos services, et particu-

lièrement celle de M. le Commissaire provincial de Liège, sur ce qui précède, et donner des instructions pour qu'un projet d'aménagement de ce site soit étudié et nous soit soumis.

Veuillez agréer, ...

*
* *

NATUURRESERVE IN DE PROVINCIE LIMBURG.

Ontginning van bosch- en heidegronden toebehoorende aan het Rijkskoloniegesticht van Rekem.

De K. C. heeft aan het Commissariaat-Generaal voor 's Lands Wederopbouw, het Ministerie van Justitie et dit van Landbouw en Voedselvoorziening, volgende brieven doen geworden.

Brussel, den 7ⁿ April 1941.

M. de Commissaris-Generaal.

Als gevolg op uw schrijven van 22 Maart ll., Dienst B, n^o 4531, hebben wij de eer U te laten weten dat de K. C. sedert lang hare pogingen heeft vermenigvuldigd om in de provincie Limburg, in eene streek die van buitengewoon belang is ten opzichte van het landschap en van het behoud van de fauna en de flora, een geklasseerde zone — natuurreserve — tot stand te brengen, nl. de streek gelegen tusschen Asch-Zutendaal en de Maas.

Een zeer ernstig ingestudeerd voorstel tot klasseering werd door ons College ingediend. De grenzen ervan omvatten een gedeelte van het domein van het Rijkskoloniegesticht te Rekem. Welnu, het Bestuur van dit gesticht verzet zich tegen deze klasseering, die, zegt het, zijn landbouwbedrijf belemmert. Tusschen het vroegere Bestuur en ons College werd een overeenkomst getroffen waarbij de grenzen op redelijke wijze werden vastgesteld.

Wij meenen dat de gevraagde uitbreiding van dien aard is dat de « Natuurreserve » in een harer meest interessante gedeelten in gevaar zou worden gebracht, zonder dat utilitaire overwegingen deze uitbreiding wettigen.

Wij hebben de eer U hierbij het afschrift mede te deelen van een schrijven dat wij tot den H. Directeur-Generaal van de Landbouw-

Inspectie van het Ministerie van Justitie richten, ter beantwoording van zijn schrijven van 31 Maart ll., waarvan wij hierbij insgelijks een afschrift voegen.

Meer dan ooit is het wenschelijk, het mooie natuurmonument dat de Limburgsche Kempen zijn van schennis en vernieling te redden, en het spreekt dat wij het zeer op prijs zouden stellen indien gij ons advies wilde inwinnen wanneer deze zaak bij U aanhangig mocht gemaakt worden. Wij meenen dat het insgelijks zeer wenschelijk zou zijn het advies in te winnen van den H. Hubert Verwilghen, die zich als Gouverneur van Limburg in 't bizonder heeft bezig gehouden met het ontwerp der Natuurreserve in Limburg, en daartoe veel in betrekking is geweest met het koloniegesticht te Rekem.

Met de meeste hoogachting,

*
* *

Brussel, den 7ⁿ April 1941.

Den H. Mativa,

Directeur-Generaal bij het Ministerie van Justitie.

M. de Directeur-Generaal,

Wij hebben de eer U ontvangst te melden van uw schrijven van 31 Maart ll., 2^o Algemeen Bestuur - Landbouw-Inspectie, Litt. Rek., n^o 5457.

Wij begrijpen volkomen dat het landbouwbedrijf van Rekem het gebruik van sommige gronden eischt, maar, anderzijds, is het ook van belang dat, in een hooger algemeen welzijn, getracht wordt het uitzicht van een der meest interessante streken van Limburg te behouden. Al de hoogere overheden van het land hebben in het tot stand brengen van de « Natuurreserve » in Limburg zeer groot belang gesteld.

Het is om rekening te houden met deze twee standpunten dat een akkoord getroffen is geweest tusschen ons College, den H. Gouverneur van Limburg en het Bestuur van Rekem (H. Ingenieur Geuens) om op redelijke wijze de grenzen van de te ontginnen zone vast te stellen. Er was dus geen sprake van een goed beheer in het gedrang te brengen.

Thans wil een nieuw Bestuur de te ontginnen zone aanzienlijk uitbreiden.

Indien het om de voedselvoorziening van het koloniegesticht gaat, meenen wij dat het Bestuur veel beter geschikte gronden kan vinden te Merksplas, waar het Ministerie van Justitie over groote uitgestrekte gronden beschikt, welke voor den landbouw kunnen aangewend worden zonder een landschap in gevaar te brengen dat iedereen wenscht te zien vrijwaren.

In hydrografisch opzicht kan het gevaarlijk zijn eene streek droog te leggen, welke een hydrografische zone vormt die tot regeling dient van het bekken van de Ziep, bijrivier van de Maas, welke zeer gevoelig is aan neerslag, en waardoor aldus het grondgebied van Rekem en wellicht van Neerharen (gedeeltelijk) aan overstromingen bloot zou gesteld zijn.

Wat ons betreft, bestaat er geen bezwaar, wel integendeel, dat het Commissariaat voor s' Lands Wederopbouw tusschenkomt in de eventueel uit te voeren werken, maar wij zijn van oordeel dat het vooraf volkomen op de hoogte moet worden gebracht van het standpunt ingenomen door de K. C. en den H. Gouverneur van Limburg, en wij meenen dat het zeer nuttig zou zijn dat personaliteiten zooals de H. De Meyer, Hoofdingenieur, Directeur van Bruggen en Wegen, de HH. Vercken de Vreuschmen, en Bodeux van het Beheer van Waters en Bosschen, Verpoorten en Ghijsen van het Departement van Landbouw, geraadpleegd zouden worden.

Met de meeste hoogachting,

*
**

Brussel, den 28ⁿ April 1941.

Den H. Secretaris-Generaal van het Ministerie
van Landbouw en Voedselvoorziening.

M. de Secretaris-Generaal,

In antwoord op uw schrijven van 25 dezer, 2ⁿ Algemeene Directie, n^r 20.003/C/8, hebben wij de eer U hierbij het afschrift te laten geworden van het schrijven dat wij op 7 dezer aan den H. Mativa, Directeur-Generaal bij het Ministerie van Justitie, hebben gericht betreffende het ontginnen van gronden toebehoorende aan het

Koloniegesticht te Rekem en gelegen in de landstreek waarvoor een ontwerp van klasseering bestaat.

Tusschen het vorige Bestuur van het Koloniegesticht en ons College werd destijds een overeenkomst getroffen waarbij de grenzen van de te ontginnen gronden op redelijke wijze werden vastgesteld.

Na een nieuw onderzoek dezer zaak, blijven wij bij onze meening dat de gevraagde uitbreiding van dien aard is dat de « Natuurreserve » in een harer meest interessante gedeelten in gevaar zou worden gebracht, zonder dat utilitaire overwegingen deze uitbreiding wettigen.

Met de meeste hoogachting,

*
**

3° Herbeumont (Luxembourg). — Camp de volontaires du travail.

La C. R. a adressé la lettre suivante à l'Administration communale d'Herbeumont.

Bruxelles, le 29 avril 1941.

Messieurs,

Le journal « Le Soir » du vendredi 25 avril courant signale l'installation sur le territoire de la commune d'Herbeumont du premier camp ardennais des Volontaires du Travail.

Il annonce en outre que le programme d'activité de ces travailleurs, qui s'échelonne sur une période de deux à trois années, prévoit tout d'abord le défrichement d'une centaine d'hectares de bruyères et ensuite la restauration des ruines du château-fort du XV^e siècle, la construction d'une auberge de la jeunesse, l'aménagement de bains de rivière dans la Semois et enfin l'édification d'un camp-ferme qui deviendra une institution permanente.

Nous croyons devoir signaler à votre attention que par arrêté royal en date du 24 octobre 1938, le site formé par les ruines et les abords du château d'Herbeumont a été classé en application de la loi du 7 août 1931 sur la Conservation des Monuments et des Sites.

Ce classement porte interdiction, sauf autorisation dans les conditions requises par la loi :

1° d'ouvrir des carrières;

2° d'ériger des constructions quelles qu'elles soient;

3° d'apporter aux ruines du château des modifications qui en altèreraient l'aspect ou le caractère;

4° de placer des poteaux de transport ou d'énergie électrique ou des câbles aériens;

5° de placer des panneaux-réclames ou n'importe quelle affiche de publicité;

6° de faire dans les parties boisées des coupes autres que les coupes normales;

7° de camper dans le site classé;

8° d'exécuter tous travaux qui auraient pour effet d'altérer le caractère des lieux.

Dès lors, nous vous prions de n'autoriser dans les limites du site classé aucune espèce de travaux sans en avoir au préalable informé notre Collège et en avoir obtenu l'autorisation prescrite par la loi.

*
* *

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Gouverneur de la province du Luxembourg.

Bruxelles, le 14 juin 1941.

M. le Gouverneur,

Ayant appris qu'un Camp de Volontaires du Travail, installé à Herbeumont, se proposait d'exécuter divers travaux dans la région, notamment le défrichement d'une centaine d'hectares de bruyères, la « restauration » des ruines du château-fort, la construction d'une auberge de jeunesse, l'aménagement de bains de rivière dans la Semois et l'édification d'un camp-ferme qui deviendrait une institution permanente, la C. R. a rappelé à l'Administration communale que le site, formé par les ruines et les abords du château d'Herbeumont a été classé par arrêté royal du 24 octobre 1938, qu'il y

avait donc lieu pour la commune, propriétaire de ce site, de se conformer aux prescriptions de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites, et qu'elle ne pouvait laisser entreprendre aucune espèce de travaux sans en avoir au préalable informé la C. R. et en avoir obtenu l'autorisation prescrite par la dite loi.

A la suite de notre intervention, M. le Bourgmestre, en nous transmettant le dossier ci-joint, demande l'autorisation de faire effectuer des travaux de dégagement aux ruines du vieux château en vue de leur appropriation et même de leur « reconstitution ».

Nous vous prions, M. le Gouverneur, de vouloir bien, de toute urgence, charger le Comité provincial ou tout au moins l'un ou l'autre de ses membres d'examiner les lieux, de se mettre en rapport avec l'Administration communale et M. Dothée, 68, avenue Carton de Wiart, à Bruxelles, architecte chargé du travail, et de nous faire connaître, ensuite, son avis motivé au sujet des travaux projetés qui, en aucun cas, ne peuvent altérer l'aspect du site classé.

En fait, les ruines d'Herbeumont, dans leur état actuel, offrent un intérêt pittoresque, et constituent un site charmant pour cette commune. Des déblaiements inconsidérés, mettant à nu tous les restants de murailles sans qu'on puisse, au point de vue archéologique, espérer une restauration véritable, étant donné la charge financière énorme qu'entraînerait un tel programme, ne peuvent être effectués qu'avec une extrême discrétion et une grande prudence.

Nous appelons votre attention sur le fait que l'alinéa 4 de l'art. 6, lequel se réfère à l'alinéa 2 de l'art. 3 de la loi du 7 août 1931, nous prescrit de nous prononcer dans le délai d'un mois. Nous vous saurions gré, en conséquence, de vouloir bien faire traiter cette affaire de toute urgence.

Nous sommes d'avis, aussi, que les Pouvoirs Publics et notamment notre Collège, devraient être consultés également au sujet des autres travaux projetés par les Volontaires du Travail, notamment l'aménagement de bains de rivière dans la Semois et l'édification de bâtiments nouveaux qui peuvent, s'ils ne sont pas conçus avec toute la discrétion qui s'impose, altérer si pas détruire le caractère spécial et pittoresque des lieux.

4° Marche-les-Dames (Namur). — Rocher du Roi : Entretien.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. Drumaux, Directeur Général des Eaux et Forêts, membre effectif.

Bruxelles, le 30 mai 1941.

Cher Collègue,

On nous signale que l'emplacement du magnifique point de vue qui se trouve à peu près au-dessus du Rocher du Roi dans le Parc National de Marche-les-Dames, est dans un état de malpropreté regrettable. Pendant la mobilisation, un baraquement militaire belge d'observation y avait été installé : il a été incendié. Outre le dommage causé à divers arbres, le sol est resté jonché de débris de toutes sortes : ferrailles, tessons de verre et de porcelaine, etc. Cet endroit étant très fréquenté, l'état d'abandon et de malpropreté où il se trouve produit une pénible impression sur les nombreux visiteurs. Nous pensons que l'Administration des Eaux et Forêts a la surveillance de ce parc. S'il en est ainsi, ne pourrait-elle examiner la possibilité de faire un peu nettoyer et remettre en ordre cet emplacement ? Nous vous remercions de ce que vous voudrez bien ordonner à cet effet.

Veillez agréer, ...

*
* *

Zuivering der waterloopen.

De K. C. heeft aan den H. Commissaris-Generaal voor 's Lands Wederopbouw een verslag doen geworden, dat eenparig door het provinciaal Comité van Antwerpen en door de Commissie zelf werd bijgetreden, en dat de zuivering der waterloopen beoogt.

Zooals uit dit verslag blijkt, blijft de loozing der riolen in de openbare waterloopen een hinderpaal voor de verbetering der gebrekkige toestanden op het gebied der openbare gezondheid, en het landelijk schoonheidskarakter wordt er tevens door geschaad.

De K. C. is van meening dat de door den verslaggever voorgestelde oplossing ten zeerste verdient in overweging genomen te

worden, en verzoekt den H. Commissaris-Generaal bij gelegenheid van urbanisatiewerken geen toelating te geven tot het uitvoeren van rioolwerken waarvan het zuiveringstelsel niet voldoende zou zijn.

*
**

5° Zuienkerke (West-Vlaanderen). — Windmolen : Behoud.

Volgende brief werd aan den H. Commissaris-Generaal voor 's Lands Wederopbouw gezonden.

Brussel, den 30^e Juni 1941.

M. de Commissaris-Generaal.

Wij hebben de eer U hierbij het afschrift mede te deelen van een schrijven van het Bestuur van Bruggen en Wegen, Directie der provincie West-Vlaanderen, betreffende het afbreken van den windmolen te Zuienkerke.

Reeds in 1938 werd door den eigenaar dergelijke aanvraag ingediend, waarop ons College een ongunstig advies verleende en tevens aandrong opdat de molen zou worden hersteld met financiële hulp der provincie.

Bedoelde molen is niet geklasseerd en komt ook niet voor, wellicht wegens zijn ergen toestand van verval, op de voorloopige lijst van de te klasseeren windmolens, welke door ons sub-comité voor molenbehoud werd opgemaakt en waarover eerstdaags door ons College zal beslist worden.

Zou door het Commissariaat-Generaal voor 's Lands Wederopbouw het herstel van den windmolen van Zuienkerke niet in overweging kunnen genomen worden ?

Hoewel de K. C. het behoud van dien molen wenscht dringt zij evenwel niet bijzonder aan om zijn behoud door uitzonderlijke maatregelen te zien verzekeren.

Wij zouden het op prijs stellen, zoo spoedig mogelijk uwe inzichten dienaangaande te kennen.

Met de meeste hoogachting,

*
**

6° St-Amandsberg (Oost-Vlaanderen). — Kapellenberg : Behoud.

De K. C. heeft volgenden brief aan den H. Gouverneur der provincie Oost-Vlaanderen doen geworden.

Brussel, den 30^e Juni 1941.

M. de Gouverneur,

De Kapellenberg te St-Amandsberg vormt met het kerkhof, het mooie monumentale kapelletje en het slank en sierlijk gemeentehuis een karakteristiek en interessant geheel, zoowel om zijn ligging in de kom der gemeente en op de grens der stad Gent, als om zijn vorm en zijn verschillende uitzichten, dit alles zonder te spreken van de historische herinneringen die eraan verbonden zijn.

Om die redenen werd het landschap van den Kapellenberg den 4 Maart 1920 door ons College op de lijst der meest interessante landschappen van het land ingeschreven.

De omgeving van het kapelletje heeft door allerlei knoeiwerk, zooals het plaatsen van kiosk, banale grafmonumenten, afsluitingsmuren met ijzeren hekken, afschuwelijke afloopbuizen, trappen in gewoon metselwerk, enz., enz., veel van zijn landelijk karakter verloren.

Thans wordt onze bijzondere aandacht gevestigd op het feit dat het Gemeentebestuur zinnens is grafkelders te bouwen op de plaatsen A en B aangeduid op bijgaande schets.

Wij veroorloven ons, M. de Gouverneur, zeer sterk bij U aan te dringen opdat hier dadelijk zou worden ingegrepen, ten einde het uitzicht van de oude monumentale kapel en haar omgeving, gezien van beneden den heuvel, langsheen den steenweg van Gent-Antwerpen, van alle verdere verminking te vrijwaren.

CLASSEMENTS. — KLASSEERINGEN.

1° Dinant (Namur). — Eglise Collégiale St-Perpète : Classement.

La C. R. a fait connaître à M. le Secrétaire Général du Ministère de l'Instruction Publique que l'église collégiale St-Perpète à Dinant

ayant été complètement restaurée après la guerre 1914-1918, se trouvait en très bon état avant le commencement des hostilités et ne demandait en mai 1940, aucun travail de restauration.

Par suite des faits de la guerre actuelle, cet édifice a subi d'assez sérieux dommages par le fait de l'explosion du pont sur la Meuse.

Les travaux de restauration seront prochainement exécutés à cet édifice par les soins de l'Administration communale à l'aide de fonds mis à sa disposition par le Commissariat Général à la Restauration du Pays.

Ces travaux consistent dans le remplacement des verrières, vitres et fenêtres brisées par du verre antique ainsi que la restauration des vitraux d'art.

Ces travaux relèvent complètement de l'Office des Dommages de Guerre au Commissariat Général à la Restauration du Pays.

Dans ces conditions, rien ne s'oppose à ce que le Département de l'Instruction Publique prenne et promulgue l'arrêté classant ce monument remarquable.

*
* *

2° Poperinge (West-Vlaanderen). — Huis « Van Merris » : Voorstel tot klasseering.

De K. C. heeft aan den H. Gouverneur van de provincie West-Vlaanderen laten weten dat zij zich volledig aansluit bij de besluiten van het verslag van het Provinciaal Comité inzake de klasseering en de herstellingswerken aan het huis Van Merris, thans Vrederecht, te Poperinge.

Verder heeft zij aan den H. Secretaris-Generaal van het Departement van Openbaar Onderwijs de klasseering van dit huis voorgesteld.

*
* *

3° Rijkhoven (Limburg). — Kasteel : Voorstel tot klasseering.

De K. C. heeft aan den H. Secretaris-Generaal van het Ministerie van Openbaar Onderwijs volgenden brief doen geworden.

Brussel, den 17ⁿ Maart 1941.

M. de Secretaris-Generaal,

Op 18 October 1932 hebben wij de eer gehad aan den H. Minister van Kunsten en Wetenschappen de klasseering voor te stellen van het kasteel, met inbegrip van de kapel (hulpkerk), te Rijkhoven.

Bij schrijven van 22 November 1932 heeft de H. Minister zich bij het advies van ons College aangesloten, en den 24ⁿ der zelfde maand werd de H. Gouverneur van de provincie Limburg verzocht het onderzoek, voorzien door artikel 1 der wet van 7 Augustus 1931 in te stellen.

Ongelukkig werd het onderzoek door den H. Gouverneur stopgezet naar aanleiding van een schrijven van den H. Minister dd^o 1 Juni 1934, waarbij voorgeschreven werd alleen nog gevolg te geven aan voorstellen tot rangschikking van kerken en goederen van het openbaar domein, en de klasseering van private eigendommen tot betere tijden uit te stellen.

Het niet-klasseeren van dit goed heeft tot gevolg dat dit domein, het mooiste en het merkwaardigste historisch monument der provincie Limburg, langzaam maar zeker ten onder gaat.

De ruime kapel van het kasteel welke, sedert Rijkhoven als gemeente werd opgericht, als *parochiekerk* wordt gebruikt, zal weldra voor het publiek moeten gesloten worden omdat ze gevaar oplevert.

De H. Gouverneur a. i. van de provincie Limburg doet ons zeer te recht opmerken dat die toestand nog langer lijdelijk toezien, het een ware ramp zou beteekenen en een onherstelbaar verlies voor de gemeenschap.

In overleg met dezen hooger ambtenaar dringen wij zeer sterk aan opdat het onderzoek inzake de klasseering van dit historisch en oudheidkundig monument van allereersten rang, ten minste voor de kerk, zou mogen hernomen worden, ten einde de wettelijke klasseering er van tot stand te kunnen brengen.

Deze klasseering zou de Staat, de provincie, de gemeente en de kerkfabriek toelaten in de kosten der herstellingswerken tusschen te komen en eventueel de toepassing te vragen van §§ 2 en 3 van artikel 2 der wet van 7 Augustus 1931 in geval de eigenaar zou

weigeren de noodige werken uit te voeren om de vernieling van dit gebouw te voorkomen, dat tot elken prijs van ondergang dient gered.

Indien de Staat of andere openbare besturen de kapel en hare bijgebouwen onteigenen, zal de som welke zij er aan moeten besteden, gevoegd bij de kosten der restauratie, altijd veel minder zijn dan deze welke zou voortvloeien uit het aankopen van een terrein en het bouwen van een nieuwe parochiekerk.

Wij zouden U dank weten, M. de Secretaris-Generaal, deze zaak met wêlwillenheid te onderzoeken, en ons machtiging te verleenen om het onderzoek in zake deze klasseering te hernemen.

Met de meeste hoogachting,

*
**

Intervention financière de l'Etat dans les classements.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Secrétaire Général du Ministère des Finances.

Bruxelles, le 20 mars 1941.

M. le Secrétaire Général,

Comme suite à votre lettre du 14 mars courant, Direction du budget, n° 18880, nous avons l'honneur de vous faire savoir que les sites classés en vertu de la loi du 7 août 1931, restent propriété des communes, établissements publics, ou des particuliers, qui continuent donc à en assurer la gestion, comme avant le classement, sauf à respecter les restrictions prévues par l'arrêté de classement.

Il n'y aurait lieu à intervention financière de l'Etat que si les restrictions ainsi imposées causent préjudice au propriétaire, lequel pourra dans ce cas réclamer une indemnisation; il pourra même exiger de l'Etat l'acquisition du bien s'il est établi que la moins-value dont ce bien est affecté dépasse la moitié de la valeur vénale (article 7 de la loi du 7 août 1931).

Nous avons l'honneur de vous proposer d'inscrire au budget de votre département un crédit d'un million de francs pour « Frais éventuels occasionnés par l'application des art. 2, 4, 7 de la loi du 7 août 1931 relative au classement des monuments et des sites ».

Veillez agréer, ...

*
**

**4° Celles-lez-Dinant (Namur). — Château féodal de Vèves :
Classement.**

La C. R. a fait connaître à M. le Gouverneur a. i. de la province de Namur que l'ancien château féodal de Vèves, à Celles-lez-Dinant, qui appartenait à M. le Comte de Liedekerke-Beaufort, est devenu, par donation, propriété de l'Association sans but lucratif « Ligue des Amis du château de Vèves », créé à Bruxelles, le 1^{er} janvier 1941 et dont les statuts ont été publiés aux annexes du « Moniteur Belge », des arrêtés ministériels et autres arrêtés des Secrétaires Généraux du 1^{er} février 1941.

Dans ces conditions, il n'y a plus aucun inconvénient à procéder à l'enquête autorisée le 24 octobre 1932 par M. le Ministre des Sciences et des Arts et prescrite par la lettre de la Commission du 27 octobre 1932 en vue du classement de cet édifice monumental d'ailleurs désiré par la nouvelle association.

La C. R. a prié M. le Gouverneur de vouloir bien hâter cette enquête et lui faire parvenir, avec le rapport du Comité provincial, l'avis de la Députation permanente.

*
* *

**5° Ophain (Brabant). — Ensemble du château, du parc
et de la chapelle du Saint-Sang à Bois-Seigneur-Isaac : Classement.**

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Gouverneur de la province de Brabant.

Bruxelles, le 10 avril 1941.

M. le Gouverneur,

Comme suite à votre lettre du 31 mars dernier, 4^e Division, n° 45.228/16.674, relative à l'enquête prescrite en vue du classement du site formé par le château, le parc et la chapelle du St-Sang de Bois-Seigneur-Isaac, à Ophain, nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur les considérations suivantes :

1° Vu la procédure très compliquée prévue par la loi, il n'est pas possible de proposer le classement simultané d'un grand nombre d'édifices monumentaux, et il faut nécessairement agir au fur et à

mesure des possibilités pratiques. Dans le cas présent, les immeubles appartenant à des particuliers, il a fallu tout d'abord obtenir le consentement de ceux des propriétaires qui ne s'opposaient pas au classement, et leur renonciation aux avantages que leur accorde la loi de 1931.

2° Le château du XVIII^e siècle, de lignes sobres et d'heureuses proportions est proposé au classement non point tant à titre de « monument » mais surtout comme formant un élément d'un site qu'il convient de protéger.

3° Le parc du château, avec ses beaux arbres, que notre Collègue M. Collet, dans son rapport du 16 avril 1940, auquel s'est rallié le Comité des correspondants du Brabant, qualifie de « Superbe », n'est point « sans aucun intérêt », comme l'affirme l'Administration communale.

4° Cette dernière prétend que le classement des parcelles 172 i et 172 n, constituant la « drève » est dépourvue de base, est contraire à l'intérêt public et entrave l'avenir et la modernisation de la commune. En fait, les ormes qui constituaient la « drève », atteints par la maladie des ormes, ont du être abattus, au grand regret du propriétaire et de tous les visiteurs de ce lieu de pèlerinage. Le Baron Snoy et d'Oppuers s'est empressé de reconstituer cette allée par la plantation d'une quadruple rangée de hêtres, de telle manière que d'ici à quelques années, elle aura retrouvé toute sa splendeur et jouera son rôle dans l'ensemble du site.

La modernisation de cette partie de la commune serait précisément contraire à l'intérêt général bien compris, et détruirait, à tout jamais, le caractère de l'ensemble que l'on désire conserver et protéger.

En ce qui concerne la parcelle 172 a, elle est en partie le prolongement de cette « drève » et il ne peut être question de l'incorporer dans la voirie publique.

Quant à la sacristie, celle-ci appartient aux Pères Prémontrés qui n'ont malheureusement pas accepté de signer une déclaration de renonciation aux avantages de la loi. Sinon, il va de soi qu'il conviendrait de la comprendre, tout comme les bâtiments de l'abbaye, dans l'ensemble du site.

Nous pensons que ces quelques observations vous permettront de mesurer à la fois le mal fondé et l'inconvenance du ton des remarques faites par l'Administration communale.

Enfin, le Vicomte le Hardy de Beaulieu, propriétaire de l'ancienne ferme de l'abbaye, vient de signer une déclaration de renonciation aux avantages de la loi. L'absence de cette déclaration était la seule raison qui nous avait obligé à renoncer provisoirement à demander le classement de la ferme, étant donné les instructions reçues de M. le Ministre de l'Instruction Publique au sujet du classement des habitations particulières.

Grâce à cette déclaration nous avons été à même de proposer à M. le Secrétaire Général du Ministère de l'Instruction Publique de nous autoriser à procéder à l'enquête en vue du classement.

Dès que nous aurons reçu cette autorisation, nous nous empresserons de vous en faire part.

*
* *

6° Meetkerke (West-Vlaanderen). — Windmolen : Afbraak.

De K. C. heeft volgenden brief aan den H. Van Rysselberghe, Ingenieur-Diensthoofd van Bruggen en Wegen, te Brugge, doen geworden.

Brussel, den 16ⁿ April 1941.

M. de Ingenieur,

Wij hebben de eer U ontvangst te melden van uw schrijven van 26 Maart ll., n^o 21684, betreffende de afbraak van den houten windmolen, te Meetkerke.

De kwestie van het behoud onzer windmolens werd deze week in vergadering van de K. C. andermaal onderzocht, en er werd besloten aan de bevoegde overheid voorstellen te doen met het oog op de wettelijke klasseering van die windmolens welke wezenlijk deel uitmaken van schilderachtige landschappen of door hun silhouet of technische eigenaardigheden belang bieden.

De voorkeur zal evenwel gegeven worden aan de windmolens die nog in leven zijn, t. t. z. welke nog in bedrijf zijn.

Wat de windmolen van Meetkerke betreft spijt het de K. C. ten zeerste dat zij bij gemis aan wettelijke middelen en ten overstaan van den slechten toestand waarin hij zich bevindt, zich niet kan verzetten tegen de voorgenomen slooping.

De K. C. vindt het jammer dat hier nog een getuige uit het verleden van ons eigen volk en uit onze zeer geroemde toeristische streek zal verdwijnen.

Hoogachtend,

CLASSEMENTS EN SOUFFRANCE.

La C. R. a adressé la lettre suivante à M. le Secrétaire Général du Ministère de l'Instruction Publique.

Bruxelles, le 2 mai 1941.

M. le Secrétaire Général.

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 26 avril dernier, Administration des Beaux-Arts, n° N.C./153 (N) et N.C./154 (N).

Nous prenons bonne note des arrêtés du 21 avril dernier, classant l'église St-Martin et son ancien cimetière, à Dave, et l'église collégiale St-Perpète, à Dinant. Nous les notifions à qui de droit.

Vous voulez bien nous signaler certains monuments importants de la province de Namur qui n'ont pas encore fait l'objet de classement. Nous ne croyons pas mériter de reproches à ce sujet, car nous avons dès 1933 *proposé* leur classement, mais, comme vous le savez, la *décision* n'appartient pas à notre Collège.

En ce qui concerne le principe de la hiérarchie dans le classement, auquel fait allusion votre dépêche susmentionnée, permettez-nous de vous rappeler que nous avons écrit le 29 octobre 1938 à M. le Ministre de l'Instruction Publique pour lui faire des propositions en ce qui concerne l'application pratique de ce principe, et suggérant certaines modalités d'exécution. Notre lettre, rappelée les 10 décembre 1938, 7 janvier, 20 avril et 15 juin 1939, n'a pas reçu de réponse.

Il est difficile, nous le reconnaissons volontiers, que le Gouvernement, étant donné les formalités nombreuses qui entourent les classements, en vertu de la loi du 7 août 1931, classe en masse

et très rapidement tous les monuments ou sites susceptibles de l'être.

C'est pourquoi nous avons proposé d'établir dans nos propositions des catégories, selon le degré d'urgence ou d'importance des monuments ou sites à classer.

Il est à remarquer que c'est délibérément qu'en divers cas nous n'avons pas réclamé l'urgence et la priorité pour certains monuments ou sites d'une valeur intrinsèque cependant éminente.

En effet, beaucoup de tels monuments ou sites se défendent naturellement, peut-on dire, par leur importance même; personne n'oserait y porter atteinte, et dès lors il a paru quelquefois plus urgent de protéger par le classement, — puisque tout ne pouvait être protégé en même temps vu les difficultés de cette procédure, — des monuments ou sites moins importants mais plus exposés.

Il n'en est pas moins désirable que tous les monuments ou sites importants soient classés et nous vous serons très reconnaissants d'accueillir favorablement nos propositions à cet égard.

Nous devons ajouter que les propositions de classement sont considérablement entravées par les instructions que nous a données votre Département de ne formuler en principe de telles propositions qu'en les « accompagnant d'un devis signé par le ou les architectes » membres-rapporteurs de la C. R., indiquant le montant approximatif des frais de restauration et d'entretien à prévoir dans le courant des 5 premières années suivant le classement. »

Cette procédure complique beaucoup les choses, et décourage les bonnes volontés, car de tels devis sont très difficiles et onéreux à établir.

Veillez agréer, ...

*
**

La C. R. a proposé à M. le Secrétaire Général du Ministère de l'Instruction Publique les classements suivants :

De K. C. heeft aan den H. Secretaris-Generaal van het Ministerie van Openbaar Onderwijs de volgende klasseeringen voorgesteld :

1° Foret (Liège), église Ste-Catherine;

2° **Massemem** (Oost-Vlaanderen), eeuwenoude linde wassende op de Dorpplaats;

3° **Plainevaux** (Liège), roche aux Faucons;

4° **Blaton** (Hainaut), ensemble formé par l'église de Tous les Saints, l'ancien cimetière qui l'entoure et le vieux mur de clôture.

5° **Angleur** (Liège), vieille ferme du XVI^e siècle sise rue Decroly;

6° **Celles-lez-Dinant** (Namur), église St-Hadelin;

7° **Gent** (Oost-Vlaanderen), voormalig Predikheerenklooster van Onderbergen;

8° **Comblain-au-Pont** (Liège), vieux tilleul dit « de Merinet ».

9° **Lummen** (Limburg), boschje, dat de kapel van O. L. V. van den Beukenboom omringt.

Le Secrétaire - De Secretaris,
HOUBAR.

Vu et approuvé conformément à l'article 25 du règlement.

Nagezien en goedgekeurd overeenkomstig artikel 25 van het reglement.

Le Président - De Voorzitter,
Baron CARTON DE WIART.

**Classements approuvés par l'autorité supérieure
du 1^{er} janvier au 30 juin 1941.**

**Door de hogere overheid goedgekeurde klasseeringen
van 1 Januari tot 30 Juni 1941.**

MONUMENTS — MONUMENTEN.

Province de Hainaut.

Commune — Gemeente	Objet du classement — Voorwerp der klasseering	Arrêté du — Besluit van
Jumet	Chapelle Notre-Dame à Heigne	24 février 1941
Saint-Vaast	Eglise Saint-Vaast	25 avril 1941
Baudour	Eglise Saint-Géry	25 avril 1941

Province de Namur.

Fosses	Eglise collégiale Saint-Feuillen	24 février 1941
Dave	Eglise St-Martin et son ancien cimetière	21 avril 1941
Dinant	Eglise collégiale Saint-Perpète	21 avril 1941

SITES — LANDSCHAPPEN.

Province Brabant.

Buizingen	« Krabbosch »	12 Juni 1941
-----------	---------------	--------------

Province de Liège.

Esneux	Le « Parc Mary »	17 janvier 1941
--------	------------------	-----------------

TABLE DES MATIÈRES INHOUDSTAFEL

1. Nécrologie	2
2. Résumé des procès-verbaux des séances (janvier, février, mars, avril, mai et juin 1941)	5
Korte inhoud van de processen-verbaal der zittingen (Januari, Februari, Maart, April, Mei en Juni 1941).	

Planche.

1. Portrait de M. Louis Schoenmaekers	Hors texte
---	------------

AVIS. — Les personnes qui collaborent au *Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie* ont droit de recevoir deux épreuves de leurs articles : la première en colonnes, la seconde après la mise en pages.

Le bon à tirer devra être donné sur la révision de cette dernière épreuve.

Les remaniements qui seraient demandés ultérieurement devront être payés par les auteurs.

MM. les collaborateurs du « Bulletin » ont droit à 50 exemplaires, tirés à part, de leurs articles admis dans le recueil. Les auteurs qui désirent un nombre supplémentaire d'exemplaires doivent s'adresser à cet effet à l'imprimeur du « Bulletin », qui les fournira à leurs frais.

Pour ce qui concerne le « Bulletin », s'adresser à M. Houbar, secrétaire de la Commission royale des Monuments et des Sites, 161, rue de la Loi, Bruxelles.

BERICHT. — De personen die aan het *Bulletijn der Koninklijke Commissies voor Kunst en Oudheidkunde* medewerken hebben recht op twee drukproeven van hunne artikels : de eerste in kolommen, de tweede na het zetsel.

Afdrukken moet gegeven worden op en na verbetering dezer laatste drukproef.

De omwerkingen welke later gevraagd worden, moeten door de auteurs betaald worden.

De Heeren medewerkers aan het « Bulletin » hebben recht op 50 exemplaren, afzonderlijke afdrukken, van hunne artikels opgenomen in het Bulletin. De auteurs die een grooter aantal exemplaren wenschen te ontvangen moeten zich daartoe rechtstreeks tot den drukker van het Bulletin wenden, die ze hun op hunne kosten zal bestellen.

Wat het « Bulletin » betreft, zich wenden tot den H. Houbar, secretaris der Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, 161, Wetstraat, Brussel.